

BCRG

BANQUE CENTRALE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Rapport sur la Politique Monétaire du quatrième trimestre 2023

Mars 2024

Tables des matières

Liste des graphiques	3
Liste des tableaux	4
PREAMBULE	5
COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DU 15 MARS 2024	7
Résumé analytique	9
1. Environnement International	12
1.1. Activités économiques mondiales	12
1.2. Matières premières et inflation	14
1.2.1. Matières premières	14
1.2.2. Inflation	16
1.3. Politiques monétaires	19
1.4. Marchés financiers et de change	21
1.4.1. Marchés financiers	21
1.4.2. Marché de change	22
2. Environnement national	23
2.1. Croissance économique	23
2.1.1. Demande intérieure	23
2.1.2. Exportations nettes	24
2.1.3. Marché de l'emploi	25
2.2. Activité économique	25
2.2.1. Production minière	25
2.2.2. Activités industrielles	27
2.2.3. Autres Activités	27
2.3. Secteur monétaire et financier	28
2.3.1. Masse monétaire	28
2.3.2. Conditions monétaires	31
2.3.3. Marché des Bons du Trésor	32
2.3.4. Marché des changes	33
2.3.5. Stabilité financière	35
2.4. Secteur des finances publiques	36
2.4.1. Recettes	36
2.4.2. Dépenses publiques	38
2.4.3. Soldes budgétaires et financement	40
2.5. Secteur extérieur	42
2.5.1. Exportations	43
2.5.2. Importations	45
3. Inflation et perspectives macroéconomiques	47
3.1. Analyse de l'inflation	47
3.1.1. Inflation globale	47
3.1.2. Inflation sous-jacente	49
3.1.3. Indice des prix des produits frais et énergétiques	50
3.2. Perspectives macroéconomiques	51
3.2.1. Principales hypothèses de prévision macroéconomique	51
3.2.2. Principaux résultats des prévisions	54
3.2.3. Le taux directeur et le taux simulé à partir du scénario optimiste	55
3.2.4. Risques et effets d'atténuation sur les perspectives de l'inflation	55
Annexes	57

Liste des graphiques

Graphique 1 : Croissance économique dans les économies avancées	13
Graphique 2 : Croissance économique dans les économies émergents	14
Graphique 3 : Evolution de l'indice des matières premières	14
Graphique 4 : Evolution du prix du pétrole brut (USD/baril, Brent)	15
Graphique 5 : Évolution de l'inflation dans les pays avancés (en %).....	17
Graphique 6 : Évolution de l'inflation dans les pays émergents (en %).....	19
Graphique 7 : Evolution du taux directeur des principales économies avancées (%)	20
Graphique 8 : Evolution du taux directeur des principales économies émergentes (%)	21
Graphique 9 : Evolution des indices boursiers.....	22
Graphique 10 : Taux de changes des principales devises	23
Graphique 11 : Contribution des composantes à la formation du PIB réel (en %).....	24
Graphique 12 : Contribution des composantes à la formation de la demande intérieure (en %)....	25
Graphique 13 : Evolution trimestrielle de la production de bauxite (en millions de tonnes)	27
Graphique 14 : Evolution trimestrielle de la production d'alumine (en milliers de tonnes)	27
Graphique 15 : Evolution trimestrielle des expéditions d'or (en tonnes).....	28
Graphique 16 : Croissance de la masse monétaire et ses contreparties (% contributions)	30
Graphique 17 : Evolution de la masse monétaire et de ses composantes (% contribution)	31
Graphique 18 : Evolution de la base monétaire et contributions de ses contreparties (%)	32
Graphique 19 : Evolution de certains taux d'intérêt	32
Graphique 20 : Evolution du taux de change du franc guinéen par rapport au dollar américain.....	35
Graphique 21 : Evolution du taux de change du franc guinéen par rapport à l'euro.....	35
Graphique 22 : Evolution des réserves brutes et nette de change (en millions d'USD)	36
Graphique 23 : Créance compromises et niveau de provision	37
Graphique 24 : Situation trimestrielle des recettes budgétaires (en milliards de GNF).....	38
Graphique 25 : Evolution trimestrielle des recettes minières et non-minières (% des recettes totales)	38
Graphique 26 : Evolution des charges publiques (en milliards de GNF)	41
Graphique 27 : Evolution des soldes budgétaires (en milliards de GNF)	42
Graphique 28 : Evolution du solde global de la balance de paiements (en millions de USD)	43
Graphique 29 : Evolution de la balance commerciale (en millions d'USD).....	44
Graphique 30 : Evolution des exportations par type de produits (en millions d'USD).....	45
Graphique 31 : Principaux pays de destination des exportations de l'or (%).....	45
Graphique 32 : Part des principaux produits à l'exportation dans l'exportations totale au quatrième trimestre 2023 (en %)	46
Graphique 33 : Evolution des importations par type de produits (en millions d'USD)	47
Graphique 34 : Part des principaux produits à l'importation dans l'importation totale au quatrième trimestre 2023 (en %)	48
Graphique 35 : Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation	49
Graphique 36 : Indice nationale harmonisé des prix à la consommation et indice des prix es produits locaux et importés.....	50
Graphique 37 : Evolution de l'Indice National et des Indices des produits des secteurs primaire secondaire et tertiaire (en %).....	51
Graphique 38 : Evolution en glissement annuel de l'Indice global à Conakry (en %).....	51
Graphique 39 : Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation et l'Indice des produits hors énergie et hors produits frais	52
Graphique 40 : Evolution en glissement annuel de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation et de l'indice des produits frais (en %).....	53
Graphique 41 : Evolution en glissement annuel de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation et de l'Indice des produits énergétiques (en %).....	53
Graphique 42 : Décomposition de la prévision de l'inflation selon le scénario optimiste (en %)	56
Graphique 43 : Comparaison des projections de l'inflation (%).....	57
Graphique 44 : Evolution du taux directeur et du taux simulé par la règle de Taylor (en %).....	57

Liste des tableaux

Tableau 1 : Prix de quelques matières agricoles alimentaires (en USD)	16
Tableau 2 : Evolution du prix de quelques métaux.....	16
Tableau 3 : Evolution des Exportations et des Importations de la Guinée (en %)	26
Tableau 4 : Avoirs intérieurs nets (en milliards de GNF)	30
Tableau 5 : Décomposition des dépôts (GNF et devise)	31
Tableau 6 : Taux moyen créditeurs et débiteurs (en %).....	33
Tableau 7 : Transactions sur le marché interbancaire	33
Tableau 8 : Recettes mobilisées de l'Etat (en milliards de GNF)	39
Tableau 9 : Situation trimestrielle des dons mobilisés par l'Etat (en milliards de GNF).....	39
Tableau 10 : Dépenses publiques (en milliards de GNF)	41
Tableau 11 : situation trimestrielle des investissements bruts/nets dans les actifs non-financiers (en milliards de GNF).....	42
Tableau 12 : Transactions sur actifs financiers et passifs (financement, en milliards de GNF)	43
Tableau 13 : Evolution des prix de certaines denrées alimentaires de base.....	55
Tableau 14 : Evolution des dépôts dans les banques (en milliards de GNF).....	59
Tableau 15 : Evolution du PIB réel (en milliards de GNF, sauf indications contraires).....	60
Tableau 16 : La Balance des paiements (en millions de USD)	61
Tableau 17 : Le taux de change moyen du dollar américain sur le marché officiel et dans les bureaux de change agréés.....	62
Tableau 18 : Evolution des prix par fonction de la région de Conakry	62
Tableau 19 : Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)	63

PREAMBULE

Disposition Générale

Conformément à la loi L/2017/017/AN du 08 juin 2017 portant Statut de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), dans son Article 10, l'une des missions de la BCRG est de définir et de mettre en œuvre la politique monétaire. Dans la réalisation de cette mission, l'objectif principal poursuivi par la BCRG, et qui est également son mandat selon l'Article 9 du Statut de la BCRG, est d'assurer la stabilité des prix.

Conformément à son statut et sans préjudice de réalisation de cet objectif, la Banque Centrale peut aider le Gouvernement dans la réalisation de ses objectifs de politique économique.

Pour atteindre son objectif principal, la BCRG utilise plusieurs instruments indirects de politique monétaire, notamment les opérations d'open market. En outre, le taux directeur et le coefficient de réserves obligatoires sont utilisés pour donner l'orientation de la politique monétaire. Dans la mise en œuvre de la politique monétaire, la Banque Centrale de la République de Guinée pratique un régime de ciblage des agrégats monétaires. Pour mieux maîtriser l'inflation, elle agit sur la base monétaire qui est l'objectif opérationnel.

Le Rapport sur la Politique monétaire

Le Rapport sur la politique monétaire (RPM) présente l'examen par la Banque Centrale des tendances économiques et de l'inflation, ainsi que la performance des politiques. Le rapport fournit également une évaluation des évolutions économiques et financières susceptibles d'influer sur la trajectoire de l'inflation à moyen terme et, partant, sur les choix politiques futurs de la Banque Centrale. À cet égard, le RPM favorise une compréhension de la conduite de la politique monétaire, afin d'ancrer les anticipations publiques d'un niveau d'inflation bas, prévisible et soutenable.

En outre, le RPM est l'un des principaux canaux par lesquels la Banque Centrale de la République de Guinée informe le public sur la conduite de la politique monétaire de manière régulière ou en temps opportun. Il sert ainsi à répondre aux attentes du public vis-à-vis d'une Banque Centrale transparente et responsable dans l'accomplissement de sa mission de conduite de la politique monétaire.

Le Comité de Politique Monétaire

Le Comité de Politique Monétaire est l'organe de la Banque Centrale chargé de la définition de la politique monétaire et de ses instruments ainsi que des autres missions qui lui sont dévolues, conformément aux dispositions du statut de la BCRG (Article 56).

Le Comité de Politique Monétaire comprend le Gouverneur, les Vice-gouverneurs et quatre (4) membres nommés *intuitu personae*, pour leur compétence en matière économique, monétaire, financière ou juridique.

Le Comité est présidé par le Gouverneur de la Banque Centrale et, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'un des Vice-gouverneurs assurant l'intérim du Gouverneur. Il se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que nécessaire et au moins quatre fois par an. Chaque membre du Comité de Politique Monétaire a le droit de vote et dispose, à cet effet, d'une voix. Selon l'Article 60 du statut de la Banque Centrale de la République de Guinée, les décisions du Comité de Politique Monétaire sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés par les membres. En cas d'égalité dans le partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Liste des membres du Comité de Politique Monétaire :

1. Dr Karamo KABA, Gouverneur de la BCRG, Président du CPM ;
2. El Hadj Mohamed Lamine CONTE, Premier Vice-Gouverneur ;
3. Mme Souadou BALDE, Deuxième Vice-Gouverneur ;
4. Dr Makan DOUMBOUYA, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique ;
5. Dr Sékou Falil DOUMBOUYA, Consultant ;
6. M. Mamadou Bailo BALDET, Consultant ;
7. M. Pema GUILAVOGUI, Conseiller Principal, Ministère du Plan et de la Coopération International.

Secrétariat du Comité de Politique Monétaire

Mme Mariama ciré SYLLA, Directrice Générale des Études et des Statistiques

COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DU 15 MARS 2024

013/BCRG/CPM/2024

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a tenu sa treizième réunion ordinaire, le vendredi 15 mars 2024, sous la Présidence de Dr Karamo KABA, Gouverneur de la BCRG, Président du Comité de Politique Monétaire.

Le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique internationale et nationale, ainsi que les perspectives à court et à moyen termes de l'inflation.

Au niveau de l'environnement international, le contexte économique a été marqué par un ralentissement, plus marqué dans les économies avancées (à l'exception des Etats-Unis) que dans les pays émergents et par un reflux important des prix.

Les effets antérieurs des hausses des taux directeurs décidées par les Banques Centrales ont particulièrement pesé sur la croissance. Cette situation a toutefois peu impacté les pays émergents où la croissance s'est améliorée, en lien avec la réouverture de l'économie chinoise et la performance du secteur des services dans ces pays.

Au cours du quatrième trimestre 2023, les niveaux de l'inflation ont généralement ralenti, aussi bien dans les économies avancées que dans les pays émergents. Ce ralentissement a amené, les Banques Centrales des économies avancées et certaines des pays émergents, à arrêter le durcissement de leur politique monétaire en maintenant inchangés leurs taux directeurs, cela, après deux années de politiques monétaires restrictives.

Au titre de la conjoncture nationale, la fin du quatrième trimestre 2023 a été caractérisée par l'incendie du principal dépôt de carburant dans la commune de Kaloum. Consécutivement à cette situation, le Comité a relevé que l'activité économique a été marquée par une décélération de la croissance, passant ainsi, en glissement annuel, de 6,0 % au troisième trimestre 2023 à 4,7 % au quatrième trimestre 2023 (estimations BCRG). Cette décélération est liée à la contraction de la demande intérieure dans un contexte d'amélioration des exportations nettes.

Parallèlement, l'inflation, au niveau national, a bondi de 2 % sur le mois de décembre, ce qui a porté le glissement annuel de 4,8 % en septembre 2023 à 6,5 % en décembre 2023. Ce niveau d'accélération est principalement observé dans les régions de Kankan, Kindia, Boké, Faranah et Conakry. Ainsi, après avoir atteint 7,9 %, le taux d'inflation à Conakry, en glissement annuel, s'est situé à 9,3 % en décembre, résultant des effets de l'incendie qui a fortement impacté les coûts de transports.

En ce qui concerne le secteur monétaire, à fin décembre 2023, la masse monétaire a enregistré une hausse de 1,5 % en glissement annuel, contre une hausse de 9,6 % à fin septembre 2023, en lien avec le ralentissement du rythme de progression des avoirs extérieurs nets. La base monétaire a également décéléré, passant d'une croissance, en glissement annuel, de 5,4 % à fin septembre 2023 à 3,0 % à fin décembre 2023.

De même, la liquidité globale du système bancaire s'est contractée de 12,1 %, en glissement annuel, pour s'établir à GNF 5 857,4 milliards à fin décembre 2023, en raison des souscriptions des banques aux titres publics.

Sur le marché des changes officiel, à fin décembre 2023, en variation annuelle, le franc guinéen s'est apprécié de 0,5 % par rapport au dollar US, tandis qu'il s'est déprécié de 3,2 % vis-à-vis de l'euro.

Au niveau du secteur des finances publiques, le Comité a noté une dégradation des principaux indicateurs. Le déficit du solde budgétaire global (base engagement, dons inclus) a été de GNF 3 514,6 milliards au quatrième trimestre 2023, contre GNF 201,5 milliards au trimestre précédent. De même, le solde primaire s'est nettement détérioré, passant d'un excédent de GNF 148,8 milliards au troisième trimestre à un déficit de GNF 3 424,1 milliards au quatrième trimestre 2023.

En termes de perspectives, le Comité a noté que le récent incendie du principal dépôt de carburant dans la commune de Kaloum vient saper les acquis en matière de stabilité des prix. Ainsi, tenant compte du niveau d'approvisionnement projeté en carburant en 2024, l'inflation, en glissement annuel à Conakry, se situerait à 9,7 % au premier trimestre 2024. Elle s'établirait, en moyenne annuelle, à 9,9 % en 2024.

En plus des impacts non encore totalement estimés de cet incendie, le Comité a relevé des risques qui entourent ces perspectives. Ce sont, entre autres, les risques géopolitiques liés aux conflits (Israélo-Hamas et Russie-Ukraine), la fragmentation des échanges commerciaux et la possible hausse des prix du carburant.

Au niveau national, bien qu'il existe des facteurs d'atténuation de ces risques, tels que l'appréciation continue du taux de change, l'amélioration de la desserte en produits pétroliers et la mise en œuvre du plan de relance à venir, le Comité a jugé nécessaire, à l'unanimité de ses membres, de maintenir les conditions monétaires inchangées. Ainsi, le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires sont maintenus respectivement à 11 % et 13 %.

Fait à Conakry, le 15 mars 2024

Dr Karamo KABA

Président du Comité de Politique Monétaire

Résumé analytique

1. Au quatrième trimestre 2023, la situation économique mondiale a été marquée par une croissance modeste dans la plupart des économies avancées ainsi que par un reflux important des prix.
2. Ainsi, aux Etats-Unis, la croissance, en glissement annuel, a été robuste en s'établissant à 3,1 %, contre 2,9 % au trimestre précédent. Dans la zone euro, elle a été morose, atteignant 0,1 %, contre une croissance nulle au trimestre précédent.
3. Dans les pays émergents, entre les troisième et quatrième trimestres 2023, l'activité économique a accéléré en Chine (de 4,9 % à 5,2 %), en Afrique du Sud (de -0,5 % à 1,2 %), au Nigéria (de 2,5 % à 3,5 %), tandis qu'elle a décéléré en Inde (de 7 % à 6,1 %).
4. Sur le marché des matières premières, au quatrième trimestre 2023, l'indice global des matières premières de la Banque mondiale s'est établi à 102,1, soit une baisse de 18,3 % en glissement annuel, en lien principalement avec la baisse significative de l'indice des produits énergétiques (- 23,9 %).
5. A fin décembre 2023, l'inflation a connu, de façon générale, un repli par rapport à fin septembre 2023. Aux États-Unis, le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est établi à 3,1% en décembre 2023, après 3,4% en septembre 2023. Dans les pays émergents comme la Chine, elle est restée négative, passant de -0,5 % à fin septembre à -0,3 % à fin décembre 2023. Elle a également baissé au Brésil sur la période, passant de 5,2 % à 4,6 %. En revanche, l'inflation poursuit son accélération au Nigéria (de 26,7 % à 28,9 %) et en Turquie (de 61,5 % à 64,8 %).
6. Quant à l'inflation sous-jacente, elle a diminué dans presque toutes les économies avancées entre fin septembre et fin décembre 2023. Elle est passée de 4,4 % à 4,0 % aux Etats-Unis, de 5,1 % à 3,1 % dans la zone euro et de 5,7 % à 5,2 % au Royaume-Uni.
7. Après deux années de politiques monétaires restrictives et vu la tendance baissière de l'inflation enregistrée au niveau mondial, les Banques Centrales des économies avancées et certains des pays émergents ont choisi la prudence, en maintenant inchangés leurs taux directeurs au cours du dernier trimestre 2023.
8. Au niveau national, au quatrième trimestre 2023, le taux de croissance du PIB a atteint 4,7 %, après 6,0 % au trimestre précédent, en lien avec la contraction de la demande intérieure, atténuée par l'amélioration des exportations nettes¹.
9. A la suite de l'incendie du principal dépôt d'hydrocarbures de Kaloum le 17 décembre 2023, le Comité de Politique Monétaire, au cours de sa session ordinaire du 12 janvier 2024, a décidé de maintenir inchangés le taux directeur à 11 % et le coefficient des réserves obligatoires à 13 %.
10. A fin décembre 2023, la masse monétaire s'est encore décélérée, en s'établissant à GNF 50 337,6 milliards, soit une croissance en glissement annuel de 1,5 %, contre 9,6 % à fin septembre 2023. Cette décélération s'explique par le ralentissement du rythme de croissance des avoirs extérieurs nets du côté des contreparties et par celui des dépôts en devises du côté des composantes.

¹ Estimation de la BCRG.

11. La liquidité globale du système bancaire s'est contractée de 12,1 %, en glissement annuel, pour s'établir à GNF 5 857,4 milliards. Cette contraction est imputable aux souscriptions des banques aux obligations du trésor et aux bons du trésor. Par rapport à fin septembre 2023, la liquidité globale s'est améliorée de 14 %.
12. A fin décembre 2023, sur le marché officiel, le taux de change du dollar américain s'est établi à GNF 8 512,0638, soit une appréciation de 0,5 % par rapport à fin décembre 2022. Sur le même marché en revanche, le franc guinéen s'est déprécié par rapport à l'euro, avec un taux de change officiel s'établissant à GNF 9 379,9896 à fin décembre 2023, soit une dépréciation de 3,2 % en glissement annuel.
13. Au cours du trimestre sous-revu, les opérations budgétaires de l'Etat se sont fortement dégradées. Plus spécifiquement, le solde budgétaire global, base engagement et dons inclus, a été déficitaire de GNF 3 514,6 milliards au quatrième trimestre 2023, contre un déficit de GNF 201,5 milliards au trimestre précédent. De même, le solde primaire s'est nettement détérioré, passant d'un surplus de GNF 148,8 milliards au troisième trimestre à un déficit de GNF 3 424,1 milliards au quatrième trimestre 2023.
14. Les relations de la Guinée avec le reste du monde ont été caractérisées par un accroissement de l'excédent du solde global, qui est passé de USD 285,2 millions au quatrième trimestre 2022 à USD 751,9 millions au quatrième trimestre 2023. Cette tendance est le résultat de l'amélioration de l'excédent de la balance commerciale des biens et dans une moindre mesure de l'excédent du compte capital.
15. L'inflation au niveau national s'est accélérée, en glissement annuel, passant de 4,8 % en septembre 2023 à 6,5 % en décembre 2023, en lien avec la crise du carburant qu'a connu le pays à fin décembre 2023. Cette accélération a été principalement observée dans les régions de Kankan, Kindia, Boké, Faranah et Conakry. A Conakry, l'inflation en glissement annuel s'est accélérée, passant de 7,9 % à fin septembre à 9,3 % à fin décembre 2023.
16. Au niveau national, par rapport à son niveau atteint en septembre 2023, l'inflation sous-jacente, portant sur l'évolution des prix des produits « hors énergie et produits frais », s'est également accélérée de 2,7 points de pourcentage, pour se situer à 5,1 % en décembre 2023. A Conakry, elle s'est établie à 3,7 %, en glissement annuel, contre 2,1 % au mois de septembre 2023. Ces évolutions de l'inflation sous-jacente s'expliquent par le reflet de la hausse des prix des transports, principalement des taxi-moto que le pays a connu après l'incendie du principal dépôt de carburant en décembre 2023.
17. En perspectives, selon le scénario optimiste, l'inflation, en glissement annuel à Conakry, se situerait à 9,7 %, au premier trimestre 2024. Elle atteindrait près de 10,6 % à fin 2024. Ce niveau d'inflation s'expliquerait notamment par sa persistance, la progression de la masse monétaire, dans un contexte d'écart de production négatif et d'appréciation du taux de change.
18. Les principaux risques internationaux pesant sur les perspectives de l'inflation sont liés à la recrudescence des tensions géopolitiques (conflit Israélo-Hamas, couplé à la guerre en Ukraine), les tensions financières liées à une inflation persistante, les taux d'intérêt réels élevés, la fragmentation des échanges commerciaux, entre autres.
19. Au niveau national, en l'absence de mesures visant à assurer une reprise progressive de l'approvisionnement régulier en produits pétroliers, le récent incendie du principal dépôt

de carburant à Kaloum constitue un risque majeur qui pourrait entraîner la hausse des prix du carburant. De plus, les carêmes chrétien et musulman, au mois de mars et d'avril 2024, pourraient entraîner la hausse des prix, notamment des produits alimentaires.

20. Toutefois, ces risques inflationnistes pourraient être atténués par les facteurs suivants :

- i) l'interdiction temporaire de l'exportation de produits de première nécessité ;
- ii) la concrétisation des appuis budgétaires des partenaires financiers dans le cadre de la relance de l'activité économique post incendie, ce qui pourrait limiter le financement monétaire du déficit budget ;
- iii) l'amélioration de la logistique de l'approvisionnement et de la distribution du carburant ;
- iv) l'amélioration de la desserte de l'électricité pourrait permettre la reprise des activités industrielles (impactées par le manque d'électricité), ce qui pourrait entraîner une augmentation de l'offre des produits industriels et contenir l'augmentation de leurs prix.

1. Environnement International

Au quatrième trimestre 2023, la situation économique mondiale a été marquée par une croissance modeste dans la plupart des économies avancées ainsi que le reflux de l'inflation. Les décisions de politique monétaire, visant à endiguer l'inflation, ont produit des effets remarquables, notamment au niveau de l'immobilier et dans les économies tributaires des institutions bancaires, en particulier en Europe. L'activité du secteur manufacturier a connu un repli, avec des signes de stabilisation de la cadence, alors que celle du secteur des services a conservé sa tendance haussière, sauf en zone euro qui peine à redémarrer.

1.1. Activités économiques mondiales

L'activité économique aux États-Unis est demeurée robuste au quatrième trimestre 2023, avec un taux de croissance, en glissement annuel, de 3,1 %, après 2,9 % au trimestre précédent. Cette performance est principalement tirée par une consommation soutenue par le marché de l'emploi, les salaires et le maintien d'une épargne réduite, et dans une moindre mesure, par l'augmentation des productions industrielle et manufacturière.

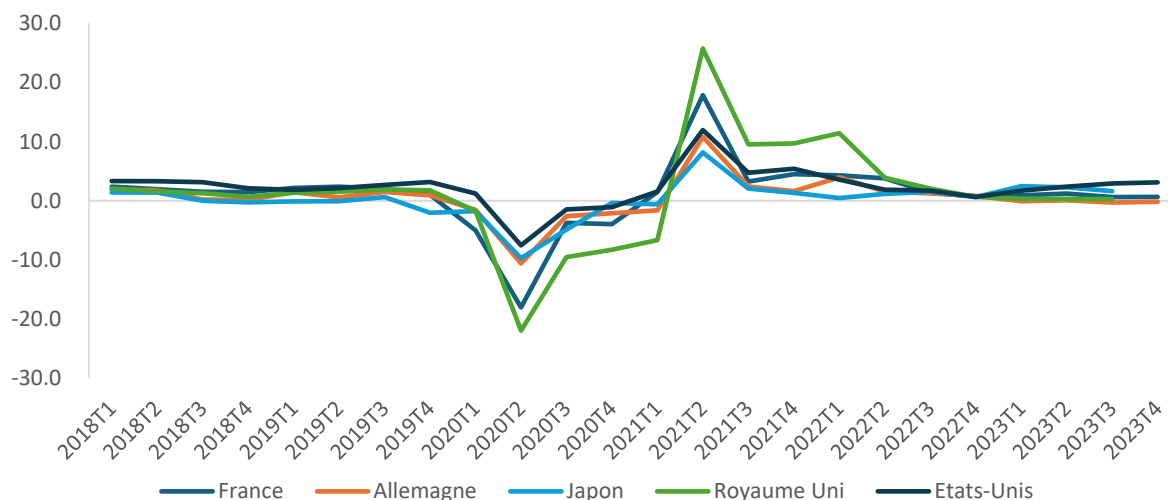
Dans la zone euro, l'activité économique est restée morose avec une croissance de 0,1 %, contre une croissance nulle au troisième trimestre 2023, tirée par la politique monétaire restrictive de la Banque Centrale Européenne (BCE) qui a durement impacté la consommation domestique.

Ainsi, en Allemagne, le PIB réel s'est contracté de 0,2 %, contre une contraction de 0,3 % au trimestre précédent. Cette contraction est expliquée principalement par la hausse des prix et de l'envolée des taux d'intérêt et des coûts d'emprunt. Le ralentissement de la demande extérieure pour le secteur de construction et de l'industrie manufacturière a contribué à cette contraction. En France, la croissance économique est passée de 0,6 % au troisième trimestre 2023 à 0,7 % au quatrième trimestre 2023, tirée par le rebond de la demande extérieure dans un contexte de contribution négative de la demande intérieure finale, notamment la formation brute de capital fixe et la consommation finale des ménages.

Au Royaume-Uni, la croissance économique, en glissement annuel, est restée faible (0,3 %) au quatrième trimestre 2023, avec la même tendance enregistrée au cours des deux trimestres précédents. Cette croissance résulte surtout d'une contribution négative de la variation de stocks et de la demande intérieure du fait de la baisse de la consommation des ménages et de la formation brute du capital fixe, et contenue par le rebondissement du commerce extérieur.

L'économie japonaise est entrée de manière inattendue dans une récession après avoir reculé au cours des trois trimestres consécutifs en 2023. Ainsi, le PIB du Japon s'est contracté de 0,4 % au quatrième trimestre 2023, contre une croissance de 1,6 % au trimestre précédent. Cette évolution est, en grande partie, liée entre autres, à la dépréciation du yen par rapport au dollar, à la baisse des investissements publics et à la faible productivité. Cependant, la contraction est atténuée par la contribution positive du commerce.

Graphique 1 : Croissance économique dans les économies avancées



Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE)

Au cours du quatrième trimestre 2023, les pays émergents ont connu une situation conjoncturelle plus favorable que les pays avancés, avec des taux de croissance proches de ceux observés avant la pandémie.

En Chine, le pays a enregistré une croissance de 5,2 %, au quatrième trimestre 2023, contre 4,9 % au trimestre précédent. Cette performance est portée par la consommation, aidée par la réouverture de l'économie, tandis qu'elle est atténuée par la faiblesse des investissements dans le secteur immobilier en pleine crise.

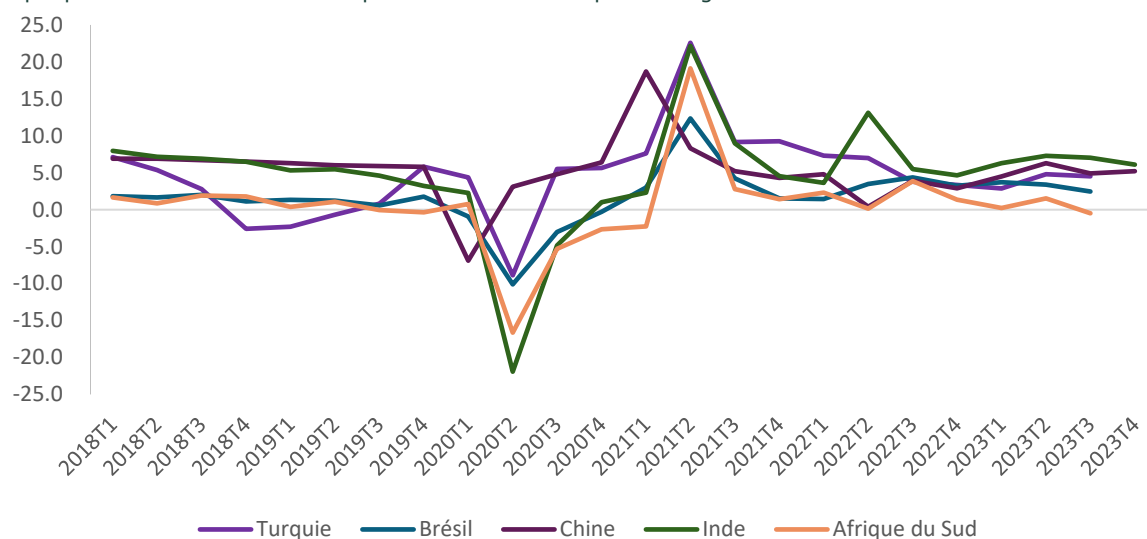
En Inde, le taux de croissance reste toujours élevé, malgré un repli de la croissance enregistré au quatrième trimestre 2023, en s'établissant à 6,1 %, après 7,0 % au troisième trimestre 2023. Globalement, cette bonne tenue de l'activité économique en Inde est portée par le secteur des services et de la construction.

Au Nigéria, le taux de croissance a accéléré de 1 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre pour s'établir à 3,5 %, en glissement annuel. Cette croissance est principalement tirée par le secteur des services avec une contribution de 56,5 % au PIB global, suivi du secteur agricole (26,1 %) et du secteur industriel (17,3 %).

En Afrique du Sud, le taux de croissance a nettement rebondi au quatrième trimestre à 1,2 % contre une contraction de 0,5 % au trimestre précédent. Ce rebond est en lien avec la performance du secteur des services, en particulier la finance et l'immobilier.

Au Maroc, le taux de croissance s'est accéléré au quatrième trimestre 2023, pour atteindre 3,3 %, après 2,8 % au troisième trimestre, tiré par le secteur secondaire et celui des services.

Graphique 2 : Croissance économique dans les économies émergentes



Source : Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

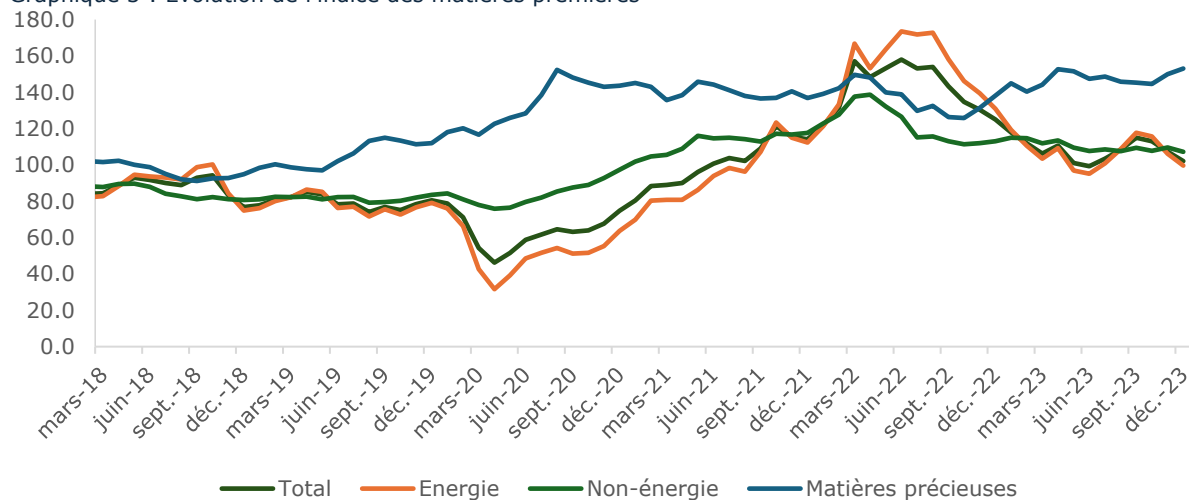
1.2. Matières premières et inflation

1.2.1. Matières premières

Au quatrième trimestre 2023, l'indice global des matières premières de la Banque mondiale s'est établi à 102,1, contre 114,9 au trimestre précédent, soit une baisse de 11,2 %, en variation trimestrielle. En glissement annuel, cet indice a enregistré une baisse de 18,3 %. Cette décélération résulte essentiellement de la baisse significative de l'indice des produits énergétiques qui affiche une contraction significative de 23,9 %, en glissement annuel, tandis que l'indice des produits non-énergétiques a connu une baisse de 5,1%. Aussi, l'indice des produits agricoles recule, en glissement annuel, de 2,4 % pour s'établir à 108,9 en décembre 2023.

Toutefois, l'indice du prix des métaux précieux a augmenté de 10,8 %, suggérant une hausse considérable des prix des métaux entre décembre 2022 et décembre 2023.

Graphique 3 : Evolution de l'indice des matières premières



Source : Banque Mondiale

Malgré un contexte géopolitique particulièrement tendu, le marché pétrolier a enregistré une baisse significative. Ainsi, le prix du baril (Brent) est passé de USD 94,0 en septembre 2023 à USD 77,89 en décembre 2023, soit une baisse de 17,2 %, en variation trimestrielle et une baisse de 3,8 % en glissement annuel. Cette tendance baissière s'explique, entre autres, par la surabondance de l'offre et le ralentissement de la croissance de la demande résultant de la fin du rebond post-pandémique, l'amélioration de l'efficacité énergétique, et de l'augmentation du nombre de véhicules électriques dans le monde.

Sur le marché du gaz naturel, une baisse marquée des prix a été observée, l'indice s'établissant à 95,2, correspondant à une chute de 62,3 % en glissement annuel et une baisse de 0,1 % en variation trimestrielle. Cette diminution s'explique par des températures chaudes qui limitent la demande, des livraisons en gaz naturel liquéfié (GNL) suffisamment importantes pour approvisionner l'Europe et préparer les stocks pour l'hiver 2024. Sur les trois principaux marchés de consommateurs, l'Europe, le Japon, et les États unis, les prix du gaz naturel ont enregistré, en glissement annuel, des baisses respectives de 68,1 %, 29,8 %, et 54,1 %. En variation trimestrielle, le Japon a enregistré une augmentation du prix du gaz naturel de 18,3%, par rapport au trimestre précédent.

Aux États Unis et en Europe, le marché du gaz naturel s'est caractérisé par une baisse modérée de 4,3 % et de 0,4 %, au quatrième trimestre 2023 par rapport au troisième trimestre 2023, respectivement. Ainsi, le prix du gaz naturel en Europe demeure à un niveau relativement bas, soit USD 11,51 par mètre cube. En revanche, le marché japonais a affiché une hausse considérable de 18,3 % par rapport au troisième trimestre 2023, soit USD 14,44 par mètre cube, contre une diminution de 29,8 %, en glissement annuel.

Graphique 4 : Evolution du prix du pétrole brut (USD/baril, Brent)



Source : Banque Mondiale

Le prix de certains produits alimentaires tels que le blé, l'huile de palme, le thé et le maïs, se sont contractés, en glissement annuel. Cette tendance baissière est portée par le maintien des exportations par Kiev, l'abondance de l'offre russe et australienne en blé, et les belles récoltes brésiliennes de maïs et de soja.

Ainsi, le prix du blé a enregistré une baisse de 24,6 %, en glissement annuel, en se situant à 291,1 USD/tonne métrique en décembre 2023. De même, le prix de l'huile de palme a connu une réduction significative de 13,5 % sur la même période, s'établissant à 813,5 USD/tonne.

En revanche, les prix du cacao, du café, du riz et du sucre ont augmenté, en glissement annuel. En variation trimestrielle, le prix du sucre a chuté de 17,5 %.

En glissement annuel, le prix du riz a augmenté de 14,6 %, pour atteindre 644 USD/tonne en décembre 2023. Cette augmentation est liée aux inquiétudes concernant l'impact potentiel du phénomène climatique El Niño sur la production mondiale et des restrictions à l'exportation imposées par l'Inde.

De même, le prix du cacao a enregistré une forte hausse au quatrième trimestre 2023 de 67,5 %, en glissement annuel. Cette augmentation souligne une tendance inflationniste sur l'année.

Tableau 1 : Prix de quelques matières agricoles alimentaires (en USD)

	2022T4	2023T1	2023T2	2023T3	2023T4	Variation (%)	
						Trimestrielle	annuelle
Sucre (kg)	0,4	0,5	0,5	0,6	0,5	-17,5	14,6
Blé (tonne)	386,3	369,9	345,5	314,7	291,1	-7,5	-24,6
Riz (tonne)	457,0	468,0	496,0	587,0	610,0	3,9	33,5
Maïs (tonne)	302,2	282,5	266,9	223,8	206,5	-7,7	-31,7
Huile de palme (tonne)	940,4	972,1	817,0	829,6	813,5	-1,9	-13,5
Thé (kg)	2,9	2,7	2,7	2,8	2,7	-4,7	-8,0
Cacao	2,5	2,7	3,2	3,6	4,2	16,6	67,5
Café	4,6	4,9	4,	4,0	4,6	14,8	0,4

Source : Banque Mondiale

Au quatrième trimestre 2023, l'évolution des prix des métaux industriels a été contrastée. En effet, le prix de l'aluminium a enregistré une baisse de 9,1 %, en glissement annuel, pour s'établir à 2 182,43 USD/tonne en décembre 2023. Ce recul est fondamentalement expliqué par le ralentissement de la demande dans le secteur de la construction et des travaux publics en Chine.

Cependant, le prix de l'or a enregistré une hausse de 5,8 %, en variation trimestrielle, pour atteindre USD 2026,18/onçe au quatrième trimestre 2023, soit une hausse de 12,7 %, en glissement annuel.

Tableau 2 : Evolution du prix de quelques métaux

	Déc-2022	Sept-2023	Déc-2023	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Or (once)	1 797,6	1916,0	2 026,2	5,8	12,7
Aluminium	2 401,7	2 184,7	2 192,2	-0,1	-9,1
Fer	111,8	121,0	137,1	13,3	22,5

Source: Banque Mondiale

En février 2024, l'indice global a augmenté par rapport à fin décembre 2023 pour s'établir à 103,8. En outre, en s'établissant à respectivement 102,3 et 106,8, l'indice des produits énergétiques a augmenté de 2,7 points, tandis que celui des produits non énergétiques a baissé de près d'un point. Sur la même période, l'indice des produits alimentaires a baissé de 3,4 points, passant de 120,0 en décembre 2023 à 116,6 en février 2024.

1.2.2. Inflation

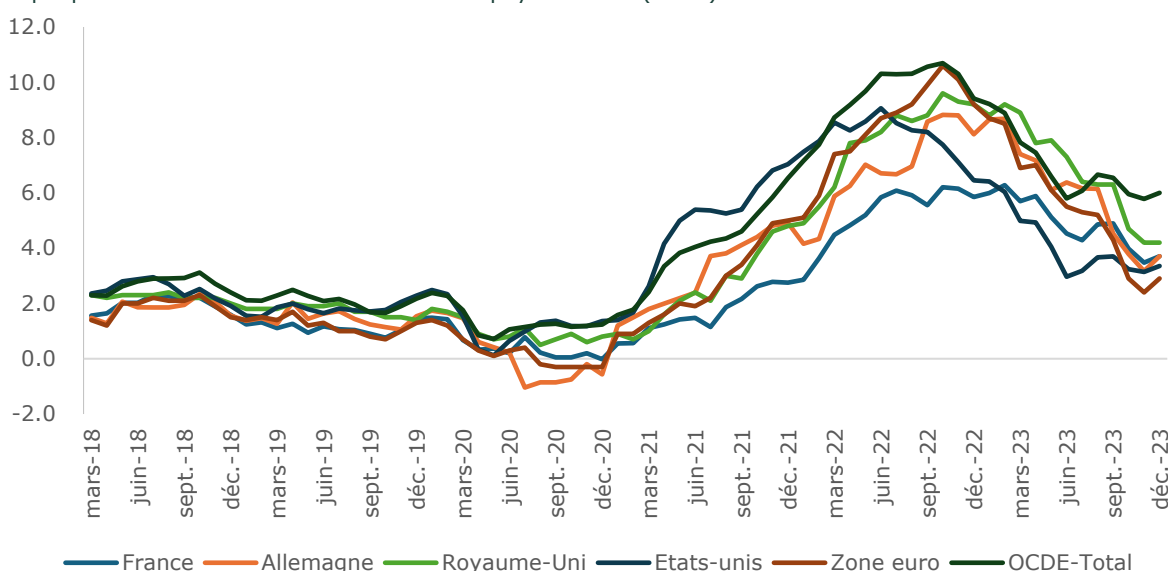
Malgré un rebond en décembre 2023, par rapport à novembre 2023, les niveaux de l'inflation, aussi bien dans les économies avancées que dans les pays émergents, ont généralement enregistré un repli. Aux États-Unis, le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est établi à 3,1 % en décembre 2023, après 3,4 % en septembre 2023. Parallèlement, l'inflation sous-jacente, qui 'exclut l'alimentation et l'énergie, a diminué, passant de 4,4 % en septembre à 4,0 % en décembre 2023. Cette décélération est en lien avec la poursuite du renchérissement des coûts du crédit par la banque centrale.

Dans la zone euro, le quatrième trimestre 2023 a été marqué par une poursuite de la baisse de l'inflation, avec un taux de 4,3 % en septembre 2023, contre 2,9 % en décembre 2023. De même, l'inflation sous-jacente a continué de décliner dans la zone, atteignant 3,1 % en décembre 2023, contre 5,1 % à fin septembre 2023. Cette tendance baissière est le résultat du durcissement des conditions monétaires et de la baisse des prix de l'énergie. En Allemagne, le taux d'inflation a reculé de 0,8 point de pourcentage pour se situer à 3,7% en décembre 2023. De même, en France, le taux d'inflation a baissé de 1,2 point de pourcentage, en variation trimestrielle, pour s'établir à 3,7 % en décembre 2023, après 4,9 % en septembre 2023.

Au Royaume-Uni, le taux d'inflation continue de reculer de façon constante, passant de 6,3 % en septembre 2023 à 4,2 % en décembre 2023. Parallèlement, l'inflation sous-jacente a diminué de 0,5 point de pourcentage, atteignant 5,2 % en décembre 2023, soit le plus bas enregistré dans le pays depuis juin 2022.

Au Japon, l'inflation, en glissement annuel, a légèrement reculé, passant de 3,0 % en septembre 2023 à 2,6 % à fin décembre 2023, tandis que l'inflation sous-jacente s'est accrue de 3,6 % au mois de décembre sur un an.

Graphique 5 : Évolution de l'inflation dans les pays avancés (en %)



Source : OCDE

En Chine, le taux d'inflation est resté en territoire négatif pour le troisième mois consécutif, passant de -0,5 % en septembre à -0,3 % en décembre 2023, affichant une stagnation

similaire à celle observée en juin 2023. Cette faible inflation est attribuable à un assouplissement de la politique monétaire, en réponse au ralentissement de la croissance de la demande intérieure, soulevant des préoccupations quant à un risque de déflation.

En Turquie, l'inflation plafonne à un niveau très élevé, s'établissant à 64,8 % en décembre 2023, contre 61,5 % en septembre 2023. Parallèlement, l'inflation sous-jacente a également atteint 70,6 % en décembre 2023, le plus haut depuis 2004, contre 69,9 % le mois précédent. Cette accélération s'explique principalement par la hausse des prix des transports, ainsi que des prix du logement et des services publics.

Au Brésil, l'inflation poursuit sa baisse, atteignant 4,6 % en décembre 2023, contre 5,2 % en septembre 2023, ce qui permet au pays de s'approcher de la cible d'inflation (3 % +/- 1,5 %). Ce niveau a été tiré par la hausse des coûts des produits alimentaires et des boissons ainsi que par la flambée des tarifs aériens.

En Afrique du Sud, le taux d'inflation a connu une baisse, en se situant à 5,2 % en décembre 2023, après 5,6 % en septembre 2023. Parallèlement, l'inflation sous-jacente continue sa décélération entamée depuis le début de l'année pour se situer à 4,6 % en septembre 2023, contre 4,5 % en décembre 2023. La tendance baissière des pressions inflationnistes est tirée par la baisse des prix de certains produits alimentaires tels que les sous-composantes « pain et céréales », « sucre, sucreries et desserts », « légumes et boissons chaudes », « huiles et graisses ».

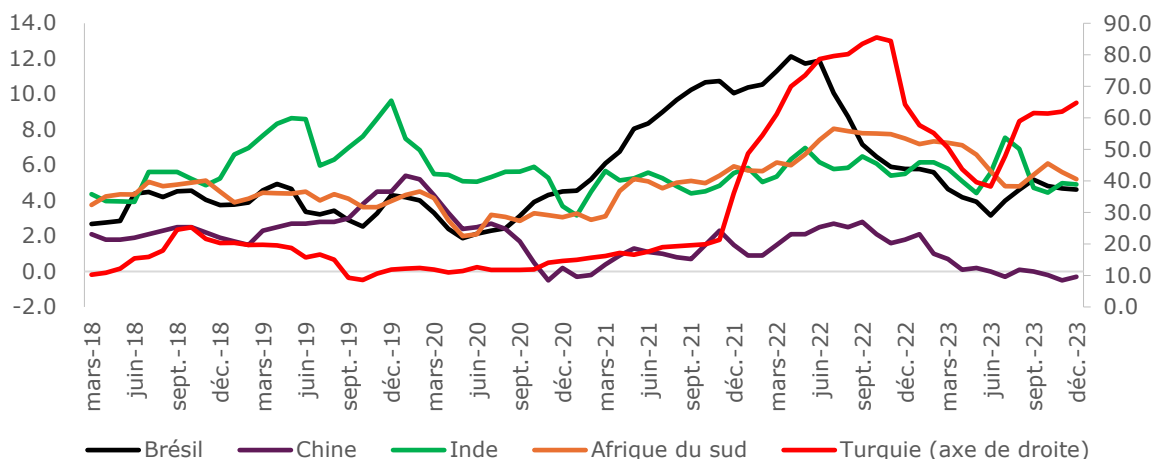
Au Nigeria, l'inflation, en glissement annuel, poursuit son accélération en atteignant 28,9 %, contre 26,7 % en septembre 2023, en lien avec l'augmentation du prix des produits alimentaires, soit 33,6 % en décembre 2023. Le taux d'inflation sous-jacent, excluant les prix des produits agricoles volatils, est passé de 22,1 % en septembre 2023 à 20,8 % en décembre 2023.

Au Maroc, le taux d'inflation a décéléré en décembre pour se situer à 3,4 %, après 3,6 % en novembre 2023. De même, l'inflation sous-jacente est passée de 3,3 % en novembre à 2,8 % en décembre 2023.

Dans la zone UEMOA, la décélération des pressions inflationnistes est restée maintenue dans l'ensemble des Etats membres. Ainsi, le taux d'inflation zonal est passé de 2,7 % en septembre 2023 à 2,5 % en décembre 2023. Néanmoins, l'inflation sous-jacente, définie comme hors énergie et produits frais, a progressé de 2,4 %, en glissement annuel. Malgré cette tendance haussière, elle enregistre une performance allant dans le sens de l'objectif d'inflation fixé à 2,0 % par la BCEAO.

Au Liberia, le taux d'inflation s'est légèrement accru à 10,1% en décembre 2023, après 9,9 % en septembre 2023. Cependant, l'inflation sous-jacente a connu une baisse significative, en s'établissant à 3,0 % en décembre 2023 après 4,7 % en septembre 2023 et 12,8 % en juin 2023. En Sierra Leone, le taux d'inflation reste à des niveaux importants en s'établissant à 52,16% en décembre 2023 après 54,5 % en septembre 2023. Cet infléchissement résulte de la baisse des prix de certaines fonctions telles que les produits alimentaires, la communication et le transport

Graphique 6 : Évolution de l'inflation dans les pays émergents (en %)



Source: OCDE

1.3. Politiques monétaires

Après deux années de politiques monétaires restrictives, les Banques Centrales des économies avancées et certaines des pays émergents, ont généralement choisi la prudence en maintenant inchangés leurs taux directeurs au cours du dernier trimestre 2023. Cette décision est en lien avec la tendance baissière de l'inflation enregistrée au niveau global.

Aux États-Unis, la Réserve Fédérale américaine (FED) a décidé, lors de la réunion du Federal Board de décembre 2023, de maintenir inchangé son taux directeur dans la fourchette de 5,25 à 5,50 %. Alors que les investisseurs préoyaient une réduction des taux, les autorités monétaires excluent toute réduction des taux d'intérêts tant que le taux d'inflation n'atteindra pas la cible de 2,0 %. En outre, le Comité de Politique Monétaire a poursuivi la réduction de ses avoirs en titres publics.

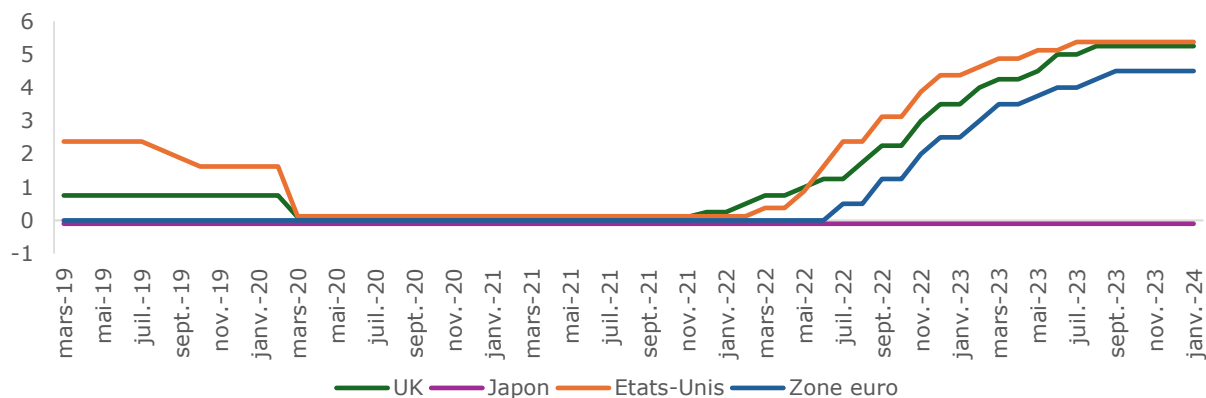
Dans la zone euro, en raison de la tendance baissière du taux d'inflation vers la cible de 2,0 %, le Conseil des Gouverneurs a décidé, au cours de sa réunion de décembre, de ne pas modifier ses conditions monétaires, en maintenant le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement et les taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à 4,50 %, 4,75 % et 4,00 %, respectivement. S'agissant de son programme de rachat d'actifs, le Conseil indique avoir l'intention de continuer à réinvestir intégralement le principal des titres arrivant à échéance achetés dans le cadre du Programme d'achat d'urgence de titres durant une pandémie (PEPP) au cours du premier semestre 2024 et de réduire le portefeuille du PEPP de 7,5 milliards d'euros par mois au cours du second semestre 2024.

Au Royaume-Uni, la Banque d'Angleterre (BoE), poursuit sa lutte contre l'inflation, toujours élevée, mais en nette baisse par rapport à sa cible de 2,0 %. A ce titre, la majorité² des membres du Comité de Politique Monétaire a décidé, lors de sa réunion de décembre 2023, de maintenir son taux directeur à 5,2 %. De même, la BoE a décidé du rachat d'actifs à 375 milliards de livres sterling.

² 6 membres ont voté pour le maintien et 3 ont voté pour une hausse du taux de 0.25 point de pourcentage

La Banque du Japon continue sa politique monétaire accommodante, maintenant sa position prudente sur la continuité de l'inflation et de la croissance des salaires au Japon. A ce titre, la Banque a maintenu le taux directeur dans le territoire négatif à -0,1 %

Graphique 7 : Evolution du taux directeur des principales économies avancées (%)



Source : Bloomberg

En Chine, bien que le pays ait enregistré une inflation négative durant les trois mois du quatrième trimestre 2023, la Banque Centrale a décidé de ne pas modifier son taux directeur en le maintenant à 3,45 % pour soutenir la croissance.

Il en est de même pour l'Inde où la Reserve Banque a opté pour la prudence en maintenant son taux de référence inchangé à 6,5 %. Ce taux n'a pas été modifié depuis février 2023. L'objectif de la Banque est de garantir que l'inflation reste dans la fourchette cible de 2-6 % sans entraver la croissance.

Contrairement à la plupart des Banques Centrales, la Banque Centrale du Brésil a abaissé son taux directeur de 50 points de base deux fois de suite durant le trimestre, passant de 12,75 % en octobre 2023 à 12,25 % en novembre 2023 puis à 11,75 % en décembre 2023.

En Russie, la Banque Centrale a de nouveau relevé son taux directeur deux fois au cours du trimestre, en l'augmentant de 200 points de base en octobre 2023, puis de 100 points de base en décembre 2023, pour le porter à 16 %. Elle a réagi face aux pressions inflationnistes de plus en plus élevées dans le pays avec un taux d'inflation de 7,1 % en décembre 2023, en lien notamment avec la faiblesse du rouble, la forte croissance du crédit et les dépenses publiques élevées.

La Banque centrale de Turquie a poursuivi le resserrement monétaire entamé en juin 2023, afin de faire face au taux d'inflation qui a atteint des sommets, frôlant les 65 % en décembre 2023. Elle a ainsi relevé son taux directeur mensuellement, le fixant à 35 % en octobre 2023, puis à 40 % en novembre 2023 et à 42,5 % en décembre 2023, contre 30 % en septembre 2023.

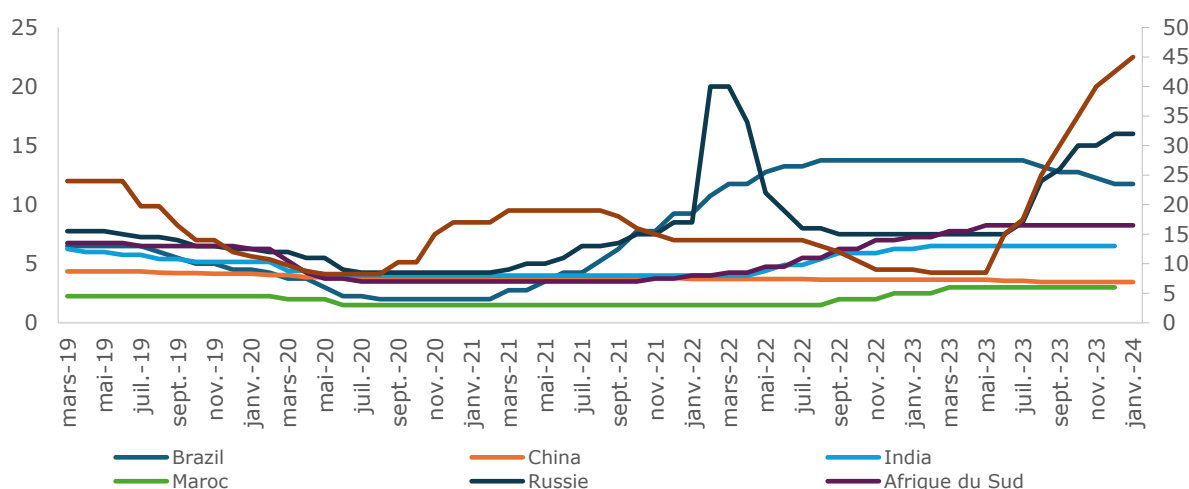
En Afrique du Sud, étant donné que la tendance baissière de l'inflation s'est maintenue, la Reserve Bank a maintenu la prudence en gardant son taux directeur inchangé au cours du dernier trimestre à 8,25 %. La Banque avait régulièrement augmenté le taux, dont la dernière en date était de 1 point de pourcentage en juin 2023.

Au Nigeria, malgré la poursuite de l'accélération de l'inflation, la Banque Centrale a opté pour la prudence au cours du dernier trimestre 2023, en maintenant le taux directeur à 18,75 %.

Au Ghana, après une nette baisse du taux d'inflation au cours des derniers mois de l'année, le Comité monétaire de la Banque du Ghana a décidé, lors de sa réunion de janvier 2024, de réduire le taux directeur de 100 points de base pour le fixer à 29,0 %.

Dans la zone UEMOA, malgré une baisse importante du taux d'inflation proche de son objectif de 2,0 %, le Comité de politique monétaire de la BCEAO a décidé de durcir les conditions monétaires en relevant de 25 points de base ses taux directeurs. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité s'est établi à 3,5 % et celui du guichet de prêt marginal à 5,5 %.

Graphique 8 : Evolution du taux directeur des principales économies émergentes (%)



Source : Bloomberg

1.4. Marchés financiers et de change

1.4.1. Marchés financiers

En décembre 2023, la majorité des marchés financiers mondiaux a rebondi avec des fortes progressions, après une contraction au trimestre précédent, poussée par les perspectives de la baisse des taux d'intérêts en 2024, notamment par la FED et la BCE.

Ainsi, aux Etats-Unis, l'indice Nasdaq 100, tout comme celui S&P 500, ont progressé de 14,3 % et 9,0 %, respectivement, par rapport à septembre 2023. Largement supérieurs aux prévisions des investisseurs, dans un contexte d'assouplissement des conditions monétaires par la FED. Le Nasdaq 100 a clôturé à 16825,9, soit le niveau le plus élevé de l'année 2023, grâce à l'excellente performance de l'industrie informatique et en particulier le "Magnificent Seven" (Alphabet, Amazon, Apple, Meta, Microsoft, Nvidia et Tesla).

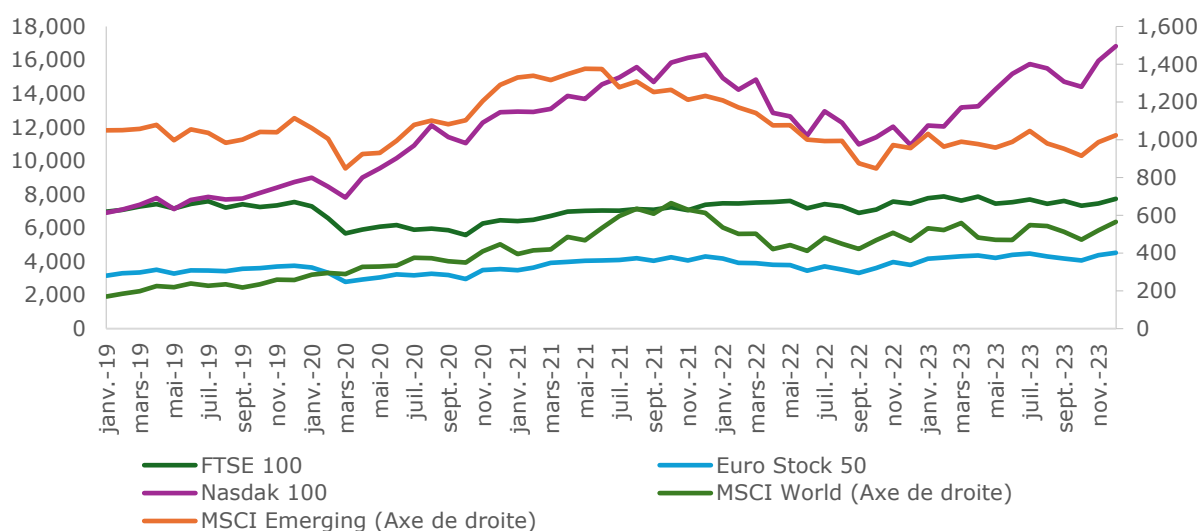
De même, la zone euro a enregistré une progression importante de son indice EURO STOXX 50 de 8,3 % par rapport à septembre 2023, après une contraction de 5,1 % au précédent trimestre. L'indice, qui couvre les 50 plus grandes entreprises de l'Eurozone, a ajouté 346,8 points par rapport à septembre 2023 pour atteindre 4551,4 points, soit le

niveau le plus élevé de l'année 2023. La baisse effective des pressions inflationnistes et les anticipations de la baisse des taux d'intérêt ont contribué à faire grimper l'indice.

Les actions britanniques ont enregistré une progression de l'indice FTSE 100 de 1,6 % après une hausse de 1,0 % en septembre 2023. Comparés aux autres indices des économies avancées, les marchés britanniques ont été, néanmoins, moins performants en fin 2023, du fait de la contre-performance des entreprises minières (Anglo American et Fresnillo) qui subissent les effets de la baisse des cours des matières premières durant la fin de l'année 2023.

Au Japon, l'indice Nikkei 225 a rebondi de 5,0 % en décembre, en variation trimestrielle, après une baisse de 4,0 % en septembre 2023, entraîné par la bonne performance économique des Etats-Unis.

Graphique 9 : Evolution des indices boursiers



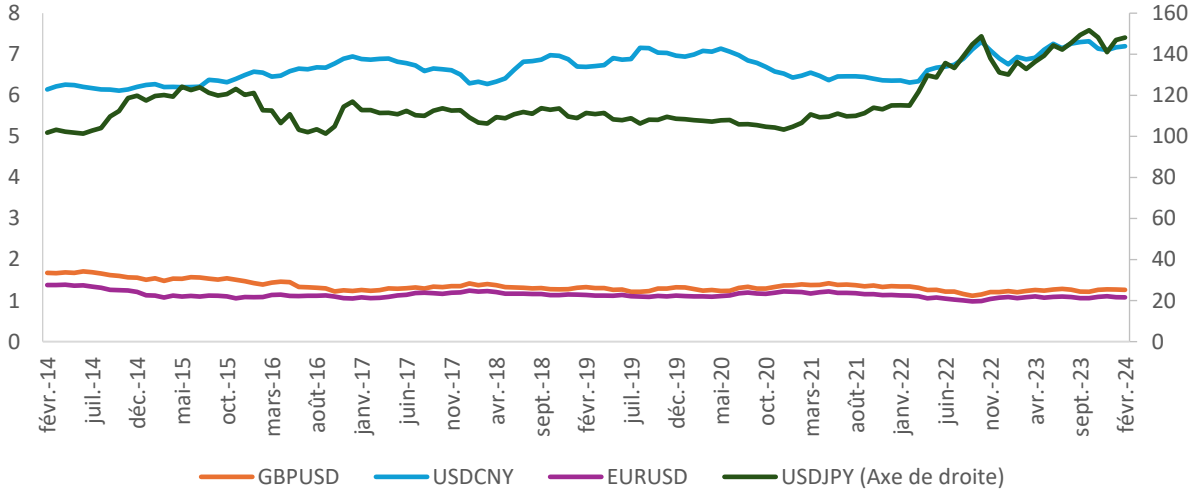
Source : Bloomberg

De même, dans les économies émergentes, l'indice MSCI Emerging Markets (EM) a terminé l'année 2023 en hausse de 7,4 % par rapport au trimestre précédent, après une contraction de 3,8 % en septembre 2023. Cette performance a été observée dans la plupart des régions/pays, à l'exception de la Chine qui peine encore à relancer son économie.

1.4.2. Marché de change

A fin 2023, le dollar US a perdu sa valeur, en variation trimestrielle, vis-à-vis de la plupart des monnaies des principales économies. Ainsi, par rapport à l'euro, le dollar US s'est déprécié de 4,4 %, contre une appréciation de 3,1 % en septembre 2023. De même, il s'est déprécié par rapport à la livre sterling de 4,4 %, après une dépréciation de 3,0 % en septembre 2023. Le dollar US s'est déprécié, en variation trimestrielle, de 5,6 % et de 2,7 % par rapport au yen et de yuan, respectivement, en décembre 2023.

Graphique 10 : Taux de changes des principales devises



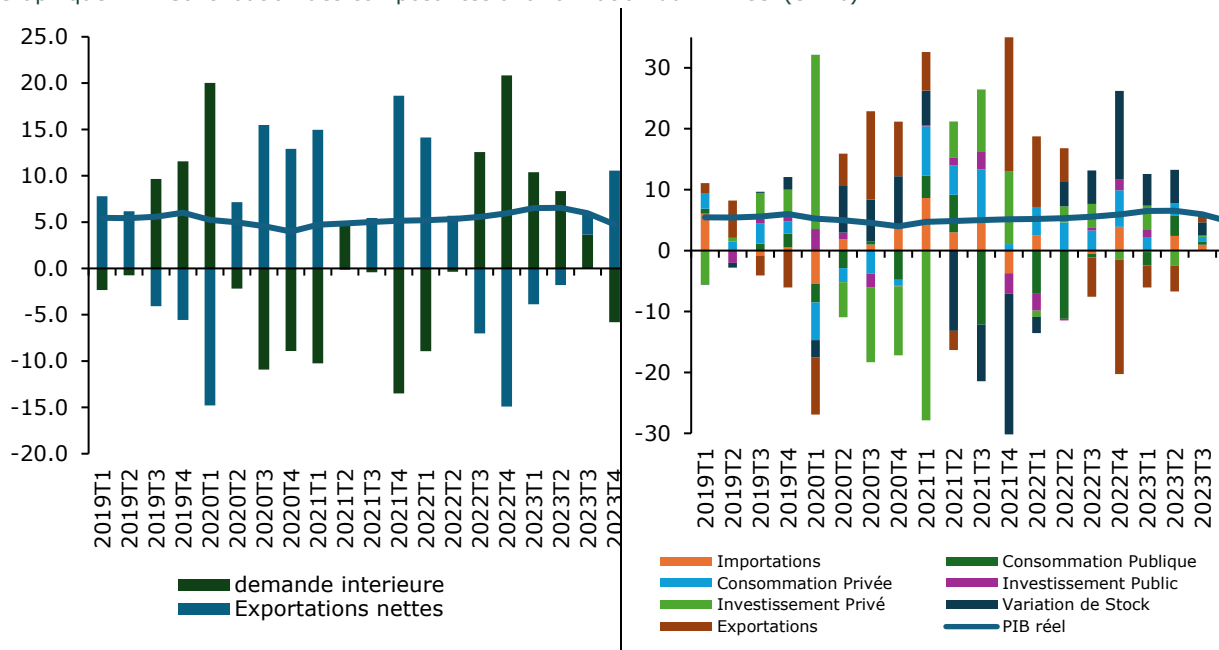
Source: Bloomberg

2. Environnement national

2.1. Croissance économique

Au dernier trimestre 2023, le taux de croissance du PIB a atteint 4,7 %, après 6,0 % au troisième trimestre 2023. Cette décélération est liée à la contraction de la demande intérieure dans un contexte d'amélioration des exportations nettes.³

Graphique 11 : Contribution des composantes à la formation du PIB réel (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.1.1. Demande intérieure

En glissement annuel, la demande intérieure s'est contractée de 7,1 % au dernier trimestre 2023, contre une hausse de 4,3 % au trimestre précédent. Cette contraction est portée principalement par la baisse des investissements publics et, dans une moindre mesure, par celle de la consommation finale privée et des investissements privés. La demande intérieure étant le principal facteur explicatif de la contraction du PIB au quatrième trimestre 2023, a contribué à hauteur de -5,8 pp à la contraction du PIB, contre 3,7 pp à la période précédente.

Au quatrième trimestre 2023, les investissements publics ont enregistré une baisse de 52,0 % en glissement annuel, contre une légère diminution de 0,9 % au troisième trimestre 2023, reflétant des difficultés de mobilisation de financement auprès des partenaires techniques et financiers, bien que le financement sur ressources propres ait augmenté. Ces investissements publics ont contribué à -1,3 pp à la formation du PIB au quatrième trimestre 2023.

La consommation finale globale a ralenti, en passant d'une progression de 2,2 % au troisième trimestre 2023 à une contraction de 2,0 % au dernier trimestre 2023. Cette baisse est expliquée par la détérioration du pouvoir d'achat des agents économiques,

³ Les données trimestrielles du PIB et de ses composantes sont estimées par la Banque Centrale.

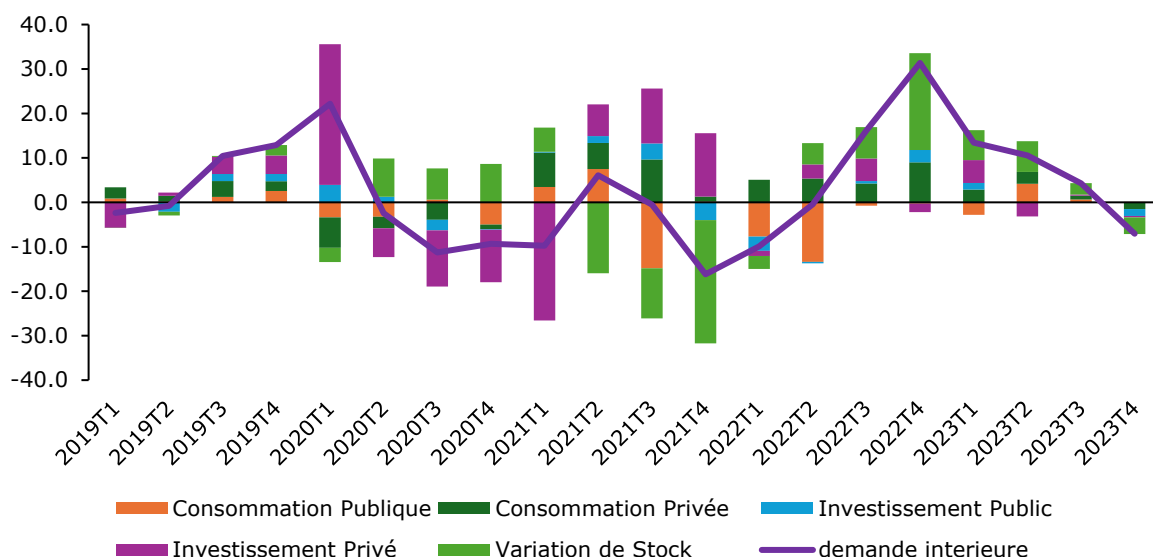
reflétée à travers la baisse des dépenses de consommation finale privée. Elle a été contenue par une progression modérée des dépenses de consommation finale publique.

La consommation finale privée s'est contractée de 2,8 % au dernier trimestre 2023, après une augmentation de 1,6 % au précédent trimestre, s'expliquant par l'érosion du pouvoir d'achat des ménages lié à l'effet de l'inflation constaté. Elle contribue négativement à 1,2 pp à la formation du PIB durant le trimestre, contre une contribution positive de 6 pp à la même période de l'année précédente.

Quant à la dépense de consommation finale publique, elle a progressé légèrement de 0,5 % au quatrième trimestre 2023, contre 4,5 % au précédent trimestre, en raison notamment de l'augmentation des dépenses sur les achats de biens et services pour assister les sinistrés de l'incendie du dépôt principal d'hydrocarbures de Kaloum. Sa contribution à la croissance du PIB réel a été de 0,1 pp, contre 0,6 pp au troisième trimestre 2023.

Les investissements privés ont également baissé de 2,3 % au dernier trimestre 2023, contre une progression de 1,6 % au précédent trimestre. Leur contribution à la croissance a atteint -0,3 pp au quatrième trimestre 2023.

Graphique 12 : Contribution des composantes à la formation de la demande intérieure (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.1.2. Exportations nettes

Comme au troisième trimestre 2023, les exportations nettes ont fortement progressé durant le dernier trimestre 2023, en raison d'une hausse, plus marquée, des exportations de bauxite et de l'or, que celle des importations des biens d'équipement.

Les exportations de bauxite et de l'or continuent d'impulser les exportations globales au dernier trimestre 2023. Ainsi, durant la période sous-revue, les exportations se sont accrues de 58,9 %, en glissement annuel, contre 6,3 % au précédent trimestre. Leur contribution à la croissance du PIB réel s'est établie à 14,6 pp au quatrième trimestre 2023, contre 1,3 pp au trimestre précédent et une contribution négative de 18,8 pp un an auparavant.

Les importations se sont également améliorées de 56,3 %, contre une contraction de 14 % au troisième trimestre, en lien avec l'augmentation des importations des produits pétroliers et des biens d'équipement. Les importations des produits pétroliers durant les derniers jours du mois de décembre 2023 proviennent massivement des pays limitrophes pour faire face à la pénurie de carburant suite à l'incendie du dépôt de carburant de Kaloum. Sa contribution à la croissance économique est ressortie à 4,1 pp, contre une contribution d'environ 1,0 % au trimestre précédent.

Tableau 3 : Evolution des Exportations et des Importations de la Guinée (en %)

	2022T1	2022T2	2022T3	2022T4	2023T1	2023T2	2023T3	2023T4
PIB réel	5,2	5,3	5,6	5,9	6,5	6,5	6,0	4,7
Importations	-29,9	-1,5	8,0	-33,8	4,3	-28,0	-14,0	56,3
Exportations	63,8	21,6	-22,4	-41,7	-12,8	-14,2	6,3	58,9

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.1.3. Marché de l'emploi⁴

Le nombre de demandeurs d'emploi, auprès des agences formelles, s'est établi à 2223 au troisième trimestre 2023, soit un accroissement de 70,5 % par rapport au trimestre au deuxième trimestre 2023. De même, en glissement annuel, ce nombre a augmenté de 27,5 %. Le nombre de demandeurs d'emploi est principalement composé d'hommes (91,5 %), contre 8,5 % de femmes. Durant le quatrième trimestre 2023, la majorité des demandeurs d'emploi inscrits ont le profil « Ingénierie, industries de transformation et construction (65,4 %) » et « Commerce, administration et droit (18,2 %) ».

Contrairement au trimestre précédent, le nombre d'entreprises créées a augmenté de 13,1 %, pour se situer à 4 676. Ces entreprises sont créées, essentiellement, dans les branches d'activités du commerce (50,1 %) et de prestation de service (21,7 %). Durant le trimestre, le nombre d'entreprises affiliées à la CNSS a baissé de 4,7 % par rapport au deuxième trimestre pour s'établir à 221 entreprises affiliées. En glissement annuel, il a diminué de 6,0 %.

Globalement, ce sont les entreprises dont le nombre de salariés est compris entre 1 et 20 qui sont les plus affiliées à la CNSS durant la période sous revue.

S'agissant des offres d'emploi au troisième trimestre 2023, elles se sont établies à 159, soit une baisse de 23,6 % par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, elles ont augmenté de 80,7 %.

Parallèlement, le nombre d'embauches s'est établi à 1 507, dont 189 postes pourvus par les agences privées de placement, 435 dans l'Administration centrale (28 contractuels d'Etat et 405 recrutements dans les EPA et Sociétés Publiques), et 478 dans l'Administration locale.

Au troisième trimestre 2023, le nombre d'agents à la fonction publique s'est légèrement réduit de 0,7 % pour atteindre 126 966 agents, essentiellement constitués de fonctionnaires.

⁴ Les données sur le marché du travail de même que sur les entreprises fermées au quatrième trimestre 2023 ne sont pas encore disponibles.

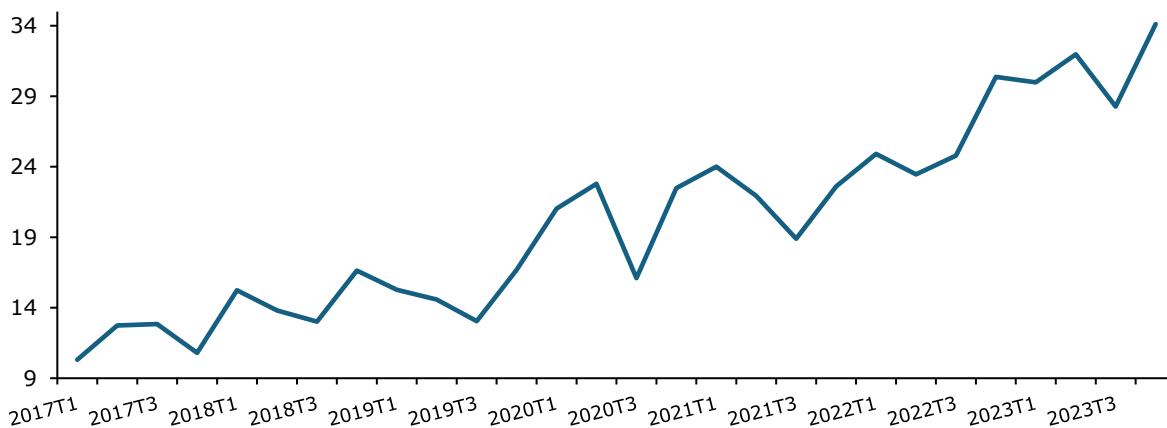
2.2. Activité économique

2.2.1. Production minière

- **Production de Bauxite**

Contrairement au troisième trimestre 2023, la production de bauxite a augmenté de 20,7 %, en variation trimestrielle, pour se situer à 34,1 millions de tonnes au dernier trimestre 2023, en raison de l'entrée en production de nouvelles sociétés minières. En glissement annuel, cette production s'est accrue de 12,3 %.

Graphique 13 : Evolution trimestrielle de la production de bauxite (en millions de tonnes)

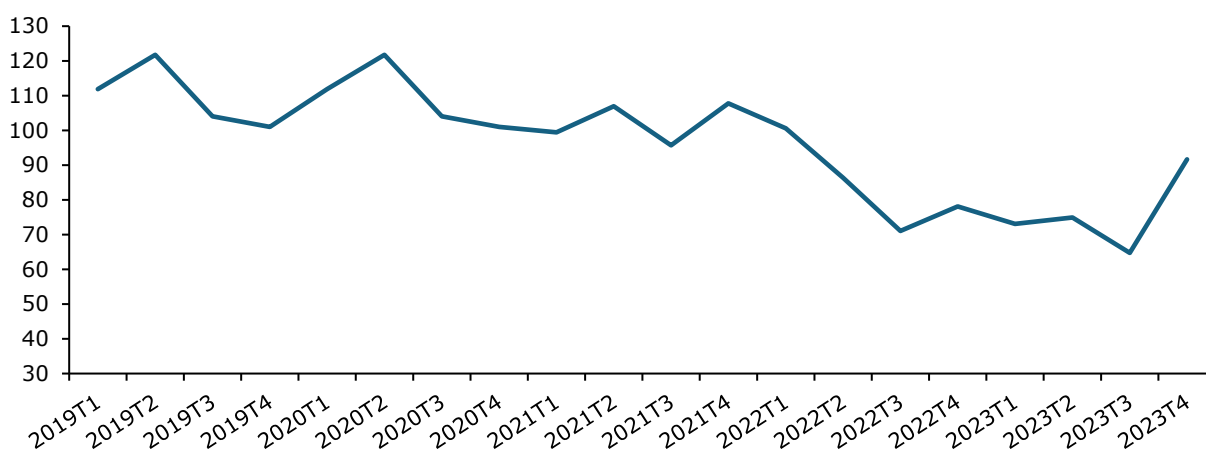


Source : Ministère des Mines et de la Géologie

- **Production d'Alumine**

La production d'alumine a connu une hausse de 41,5 % par rapport au troisième trimestre 2023, pour atteindre 91 632 tonnes au quatrième trimestre 2023, en raison, entre autres, de la hausse des investissements dans ce secteur. Par rapport au quatrième trimestre 2022, la production de l'Alumine a enregistré une progression de 17,3 %.

Graphique 14 : Evolution trimestrielle de la production d'alumine (en milliers de tonnes)



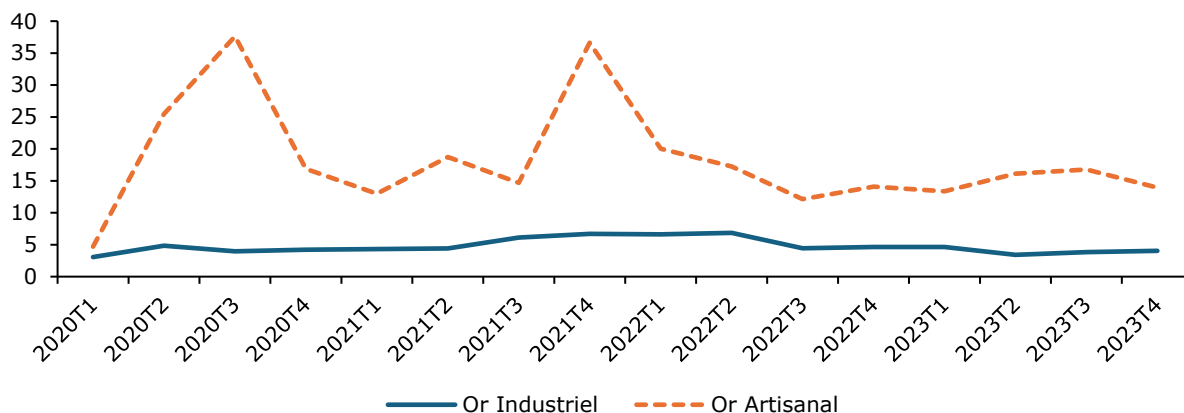
Source : Ministère des Mines et de la Géologie

- **Production et expédition de matières précieuses (or et diamant)**

Au dernier trimestre 2023, la production d'or, publiée par le Ministère des Mines et de la Géologie, a diminué légèrement de 6,6 % par rapport au trimestre précédent, pour se situer à 614 968 onces. En glissement annuel, elle a baissé également de 2,2 %.

Quant aux expéditions d'or au niveau de la BCRG, elles ont fléchi de 12,7 % par rapport au trimestre précédent pour s'établir à environ 18 tonnes au quatrième trimestre 2023. En glissement annuel, ces expéditions ont baissé de 3,9 %.

Graphique 15 : Evolution trimestrielle des expéditions d'or (en tonnes)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Au quatrième trimestre 2023, les expéditions de diamant, par le canal de la BCRG, se sont établies à 23 531 carats, contre 3 320 carats au trimestre précédent, et 13 038 carats à la même période de 2022.

2.2.2. Activités industrielles

• Production d'eau et d'électricité

Compte tenu de l'entrée en production de nouveaux centres à l'intérieur du pays, la production d'eau a augmenté de 4,4 % en variation trimestrielle pour s'établir à 16 293 000 m³ au dernier trimestre 2023. Elle a progressé de 1,5 %, en glissement annuel.

La production d'électricité s'est chiffrée à 939 846 mégawatts au quatrième trimestre 2023, en hausse de 10,1 %, en variation trimestrielle et de 12,8 % en glissement annuel. Cette performance résulte de la disponibilité de l'eau au niveau des barrages hydroélectriques et de l'approvisionnement régulier en carburant des centrales thermiques (avant l'incendie du dépôt d'hydrocarbure de kaloum).

• Production de peinture, de ciment et de tôles⁵

La production de peinture est passée de 5 073,1 tonnes au troisième trimestre 2023 à 7 921 tonnes au quatrième trimestre 2023, soit une amélioration de 56,1 %, en lien avec les rénovations en peintures sur les constructions à usage d'habitation, en prélude aux fêtes de fin d'année. Elle a également enregistré une progression d'environ de 51,4 %, en glissement annuel.

Quant à la production de ciment, elle a diminué approximativement de 3,0 %, en variation trimestrielle, pour se situer à 323 040 tonnes au dernier trimestre 2023, tandis qu'elle s'est accrue de 6,0 %, en glissement annuel.

⁵ Source : tableau de bord de l'économie guinéenne de novembre 2023. Les données de décembre ont été estimées.

En hausse de 14,8 %, en variation trimestre, la production de tôle a atteint 32 155,5 tonnes au quatrième trimestre 2023. Toutefois, en glissement annuel, elle a baissé de 53,4 %.

2.2.3. Autres Activités

- **Mouvement de passagers et d'aéronefs à l'aéroport**

Au dernier trimestre 2023, le nombre de passagers à l'aéroport Ahmed Sékou Touré est passé de 217 600 au troisième trimestre 2023 à 188 784 au quatrième trimestre 2023, soit une baisse de 13,2 %. Toutefois, ce nombre a augmenté de 24,9 %, en glissement annuel. Par ailleurs, le trafic aérien a légèrement augmenté d'environ 1,0% pour se situer à 2 798 vols entre octobre et décembre 2023. En glissement annuel, il a progressé de 12,1 %.

2.3. Secteur monétaire et financier

2.3.1. Masse monétaire

La masse monétaire poursuit la décélération de sa progression depuis fin mars 2023. En effet, à fin décembre 2023, elle s'est établie à GNF 50 337,6 milliards, en hausse de 1,5 % en glissement annuel, contre 9,6 %, à fin septembre, 21,6 % à fin juin et 24,1 % à fin mars 2023. Cette décélération constatée est le reflet du ralentissement du rythme de croissance des avoirs extérieurs nets du côté des contreparties. Selon les composantes, elle est liée essentiellement aux dépôts en devises.

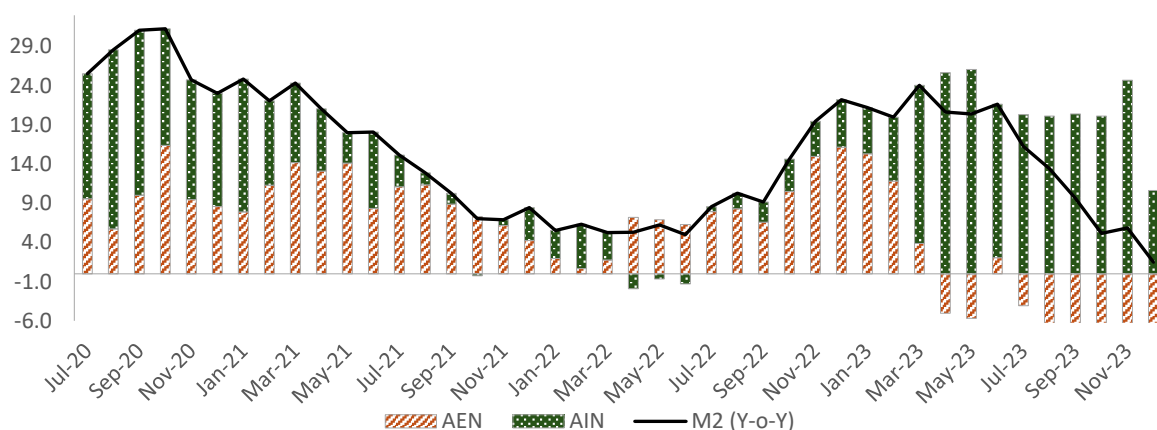
2.3.1.1. Contre-parties de la masse monétaire

La croissance modérée, en glissement annuel, de la masse monétaire à fin décembre 2023 résulte en particulier du renforcement des avoirs intérieurs nets dans un contexte de contraction des avoirs extérieurs nets.

Les avoirs extérieurs nets se sont établis GNF 15 810,9 milliards à fin décembre 2023, contre GNF 20 351,9 milliards à fin décembre 2022, soit une baisse de 22,3 %. Cette évolution est tirée simultanément par la baisse aussi bien des avoirs extérieurs de la Banque Centrale que ceux des banques commerciales. Cependant, par rapport à fin septembre 2023, les avoirs extérieurs nets ont progressé de 26,3 %.

En effet, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont contractés de 21,7 %, en glissement annuel, pour s'établir à GNF 9 545,15 milliards à fin décembre 2023. Cette contraction est expliquée par les transferts à l'étranger, effectués par la Banque Centrale pour le compte des banques résidentes, d'un montant de USD 1 211,09 millions, les règlements des dépenses courantes de l'Etat d'une valeur de USD 248,06 millions, les paiements de la dette extérieure à hauteur de USD 111,71 millions et les dépenses pour le compte des entreprises publiques s'élevant à USD 129,12 millions au cours de l'année.

Graphique 16 : Croissance de la masse monétaire et ses contreparties (% contributions)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

De même, les avoirs extérieurs nets des banques de dépôt ont chuté de 23,2 %, en glissement annuel, pour atteindre GNF 6 265,75 milliards à fin décembre 2023, en raison des règlements des lettres de crédits de la Société Nationale des Pétroles (USD 758,40 millions).

Quant aux avoirs intérieurs nets, à fin décembre 2023, ils se sont élevés à GNF 34 526,7 milliards, en hausse de 18,1% en glissement annuel, en raison de la détérioration de la Position Nette du Trésor (PNT) dans les livres du secteur bancaire, et de la hausse des créances sur le secteur privé.

En effet, la PNT dans les livres de la BCRG s'est détériorée de 13,9 % pour s'établir à GNF 10 903,74 milliards à fin décembre 2023. Cette dégradation est imputable principalement aux remboursements des titres d'Etat, notamment des emprunts obligataires et des obligations du Trésor pour GNF 1 452,95 milliards et GNF 626,97 milliards, respectivement.

Dans la même tendance, la PNT dans les banques commerciales s'est dégradée de 24,5 %, en lien avec les souscriptions aux obligations du Trésor (GNF 6 464,72 milliards) et les souscriptions nettes aux Bons du Trésor (GNF 4 190,74 milliards). La baisse est contenue par les remboursements des titres d'Etat en 2023.

Tableau 4 : Avoirs intérieurs nets (en milliards de GNF)

	sept-22	déc-22	mars-23	juin-23	sept-23	déc-23
AIN	26 580,9	29 246,6	34 593,1	32 579,5	35 519,6	34 526,7
Créances sur le Secteur Public	17 739,9	20 003,9	20 877,2	20 305,9	20 072,2	23 390,7
dont PNT	8 853,7	9 575,5	9 738,8	9 351,9	9 058,0	10 903,7
Créances sur le Secteur Privé	16 350,7	17 249,2	17 519,8	17 916,1	18 038,1	18 780,5
Autres Postes nets	-7 509,7	-8 006,5	-3 803,9	-5 642,5	-2 590,7	-7 644,5

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

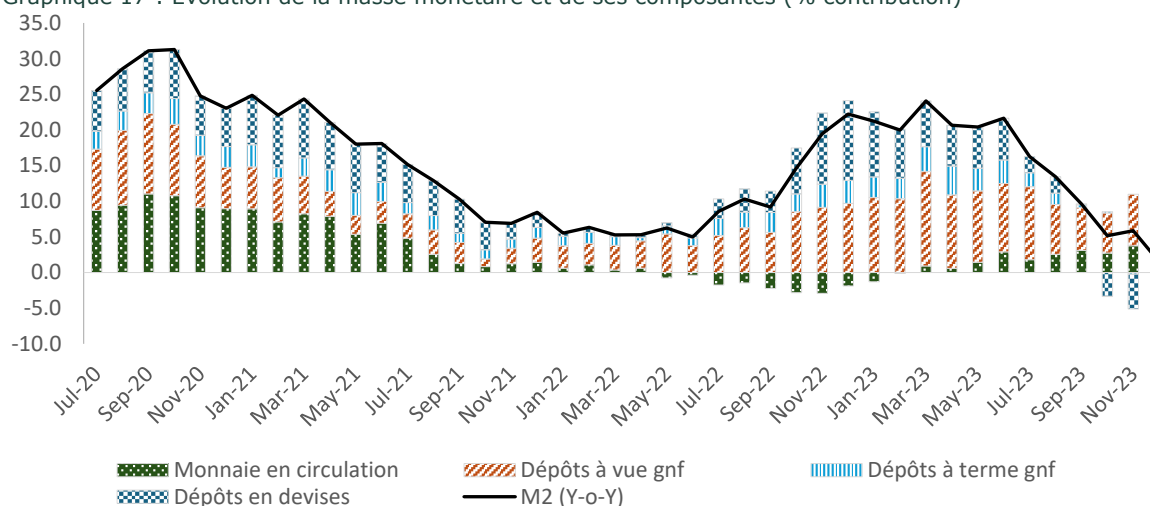
Par rapport à fin décembre 2022, les créances au secteur privé se sont accrues de 8,9 % pour se chiffrer à GNF 18 780,52 milliards à fin décembre 2023. Ces crédits sont principalement accordés aux secteurs du commerce, des hydrocarbures, de l'industrie, de l'énergie et des BTP.

2.3.1.2. Composantes de la masse monétaire

La hausse modérée de la masse monétaire en glissement annuel à fin décembre 2023 est portée essentiellement par l'accroissement des dépôts à vue en GNF et de la monnaie en circulation.

En effet, la quantité de monnaie en circulation s'est située à GNF 12 708,74 milliards à fin décembre 2023, en hausse de 12,4%, en glissement annuel. Cette hausse est le reflet de la détérioration de la PNT dans les livres de la BCRG.

Graphique 17 : Evolution de la masse monétaire et de ses composantes (% contribution)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En outre, les dépôts en GNF se sont accrus de 8,8 %, en glissement annuel, pour s'établir à GNF 27 197,19 milliards, en lien principalement avec la hausse des crédits accordés au secteur privé et des dépôts des clients évoluant dans les secteurs des mines, des hydrocarbures, des BTP et des télécommunications. Ces dépôts à vue sont constitués à 82 % des dépôts à vue en GNF.

S'agissant des dépôts en devises, ils ont baissé de 21,6%, en glissement annuel pour s'établir à GNF 10 431,63 milliards à fin décembre 2023, en raison des règlements des lettres de crédit à l'étranger pour le compte de la clientèle résidente des banques commerciales.

Tableau 5 : Décomposition des dépôts (GNF et devise)

	sept-22	déc-22	mars-23	juin-23	sept-23	déc-23
Dépôts en GNF	22 903,2	24 985,9	27 167,9	26 112,6	25 705,8	27 197,2
dont à vue GNF	18 164,3	19 921,7	21 860,2	20 683,0	20 810,3	22 417,8
à terme GNF	4 738,9	5 064,3	5 307,7	5 429,6	4 895,5	4 779,4
Dépôts en devises	10 130,8	13 305,7	12 003,2	11 652,3	10 191,8	10 431,6

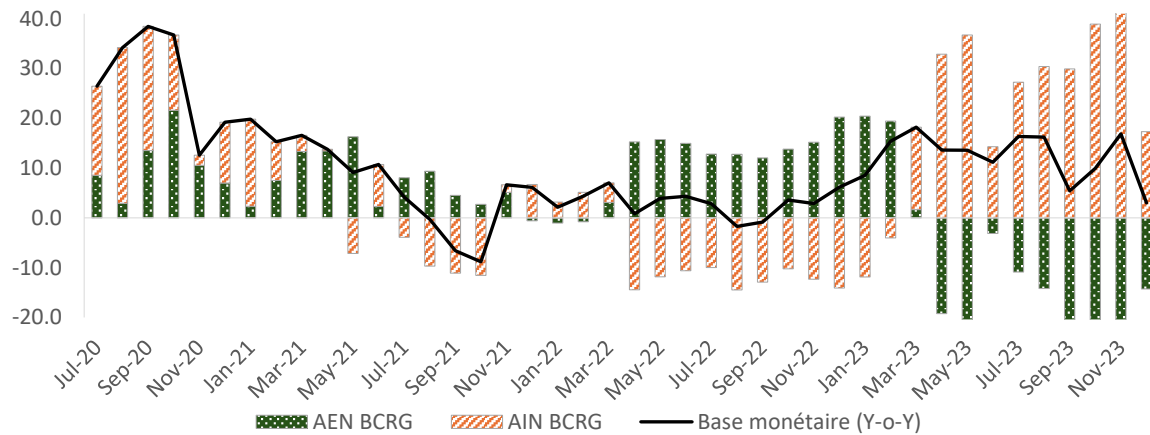
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.3.1.3. Base monétaire

La base monétaire s'est accrue de 3,0 %, en glissement annuel, pour se situer à GNF 19 094,3 milliards à fin décembre 2023, en raison de la consolidation des avoirs intérieurs nets de la BCRG, dans un contexte de baisse continue des avoirs extérieurs nets.

En effet, les avoirs intérieurs nets de la BCRG se sont établis à GNF 9 549,2 milliards à fin décembre 2023, en hausse 51 % en glissement annuel. Les avoirs extérieurs nets ont baissé de 21,7 %, en glissement annuel, pour atteindre GNF 9 545,1 milliards à fin décembre 2023, en lien avec la baisse des avoirs en devises.

Graphique 18 : Evolution de la base monétaire et contributions de ses contreparties (%)



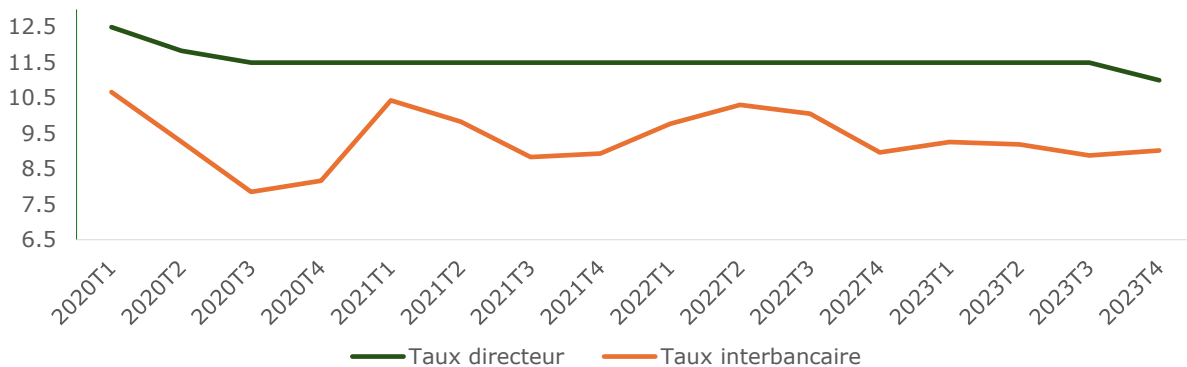
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.3.2. Conditions monétaires

2.3.2.1. Evolution des taux d'intérêt

Au dernier trimestre de 2023, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés le taux directeur à 11 % et le coefficient des réserves obligatoires à 13 %.

Graphique 19 : Evolution de certains taux d'intérêt



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les taux pratiqués par les banques ont enregistré des évolutions disparates au troisième trimestre 2023. Le taux créditeur minimum sur les comptes d'épargne est resté stable à 2,84 % au quatrième trimestre 2023.

En revanche, le taux créditeur minimum sur les dépôts à terme est ressorti en moyenne à 3,56 % au quatrième trimestre 2023, soit une baisse de 28,5 points de base, en glissement annuel et une hausse de 26 points de base par rapport au trimestre précédent.

De même, le taux débiteur maximum des banques s'est situé en moyenne à 18,79 % au quatrième trimestre 2023, en baisse de 27,7 points de base en glissement annuel, tandis qu'il enregistre une hausse de 34,9 points de base par rapport au troisième trimestre 2023.

Quant au taux de base bancaire, il a baissé de 27,2 points de base, en glissement annuel, pour se situer à 15,11 %. Par rapport au trimestre précédent, il est resté stable.

Tableau 6 : Taux moyen créditeurs et débiteurs (en %)

Trimestre	Taux créditeurs sur les comptes d'épargne (Min)	Taux créditeurs sur les dépôts à terme	Taux débiteurs sur opérations de crédits (Max)	Taux de base bancaire
2022T1	2,63	3,66	18,31	15,27
2022T2	2,72	3,36	19,37	15,30
2022T3	2,74	3,81	19,04	15,34
2022T4	2,78	3,85	19,06	15,38
2023T1	2,81	3,78	18,78	15,25
2023T2	2,80	3,54	18,24	15,15
2023T3	2,77	3,30	18,44	15,11
2023T4	2,84	3,56	18,79	15,11

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.3.2.2. Evolution de la liquidité bancaire et des transactions sur le marché interbancaire

A fin décembre 2023, la liquidité globale du système bancaire s'est contractée de 12,1 %, en glissement annuel, pour s'établir à GNF 5 857,4 milliards. Cette contraction est imputable aux souscriptions des banques aux Obligations du trésor et aux bons du trésor. Par rapport à fin septembre 2023, la liquidité globale s'est améliorée de 14 %.

Au quatrième trimestre 2024, le volume global des transactions sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, a presque triplé par rapport au quatrième trimestre 2022. En effet, il est passé de GNF 926 milliards au quatrième trimestre 2022 à GNF 2 566 milliards, au quatrième trimestre 2023, soit une hausse de 177 %. Toutefois, par rapport au troisième trimestre 2023, ce volume baisse de 23,3 %. Ainsi, l'analyse des structures par compartiment du marché interbancaire indique que le volume des transactions de maturité d'une semaine (7 jours) a représenté près de 50 % du volume global des transactions, contre 41 % au trimestre précédent. Sur ce compartiment, le taux moyen pondéré s'est établi à 8,9 %, contre 8,7 % au trimestre précédent et 9,1 % à la même période de 2022.

Tableau 7 : Transactions sur le marché interbancaire

Trimestre	Volume total des transactions (Milliards GNF)		Taux moyen pondéré	
	Toutes maturités confondues	Maturité à une semaine	Toutes maturités confondues	Maturité à une semaine
2022T1	790	405	9,77 %	10,01 %
2022T2	1 160	467	10,30 %	8,65 %
2022T3	1 319	606	10,06 %	9,93 %
2022T4	926	174	8,97 %	9,06 %
2023T1	5 476	3 689	9,26 %	9,24 %
2023T2	6 199	2 510	9,19 %	9,44 %
2023T4	2 566	1 244	9,02 %	8,90 %

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.3.3. Marché des Bons du Trésor

Au quatrième trimestre 2023, le marché des bons du Trésor a maintenu son dynamisme, se manifestant par une augmentation significative du volume des transactions effectuées.

Ainsi, le montant global des émissions des bons du Trésor pour le compte du Ministère de l'Économie et des Finances a atteint GNF 13 406,8 milliards au cours de cette période, enregistrant une hausse d'environ 90 % par rapport à la même période de l'année dernière. Dans le cadre de ces émissions, les souscriptions cumulées des Banques, des Compagnies d'Assurances et les Mutuelles ont atteint GNF 4 831,6 milliards, avec un taux de couverture de 35 %. Pendant cette même période, le volume total des adjudications s'est établi à GNF 4 693,1 milliards, soit une hausse, en glissement annuel, de 38,6 % et un taux d'absorption de 97,1 %.

Cependant, par rapport au trimestre précédent, les souscriptions et les adjudications ont baissé de 25,3 % et de 12,1 %, respectivement, dans un contexte de hausse du volume des émissions.

Au cours du dernier trimestre de 2023, les coûts des ressources mobilisées, par le biais de l'émission des BdTs, toute maturité confondue, ont augmenté, en lien avec la pression sur la liquidité globale. En effet, le taux moyen pondéré des bons à 91 jours s'est établi à 12,82 %, en hausse de 84 points de base par rapport au trimestre précédent et en baisse de 26 points de base en glissement annuel. En outre, le taux moyen pondéré des bons à 182 jours a atteint 13,72 % au quatrième trimestre 2023, ce qui représente des hausses de 156 points de base et 33 points de base respectivement par rapport au trimestre précédent et à la même période de l'année dernière. Quant aux bons de maturité 364 jours, leur taux moyen pondéré s'est aussi accru de 127 points de base en glissement annuel et de 10 points de base par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 14,19 %.

La structure par terme des bons du trésor indique que la maturité à 91 jours est la plus prédominante, représentant près de la moitié du volume global des émissions, et environ 38 % des adjudications. Elle est suivie par la maturité à 182 jours qui représente près du tiers du volume global des émissions et 31 % du volume des adjudications. Cette structure est le signe de la préférence des souscripteurs pour les bons à maturité courte.

2.3.4. Marché des changes

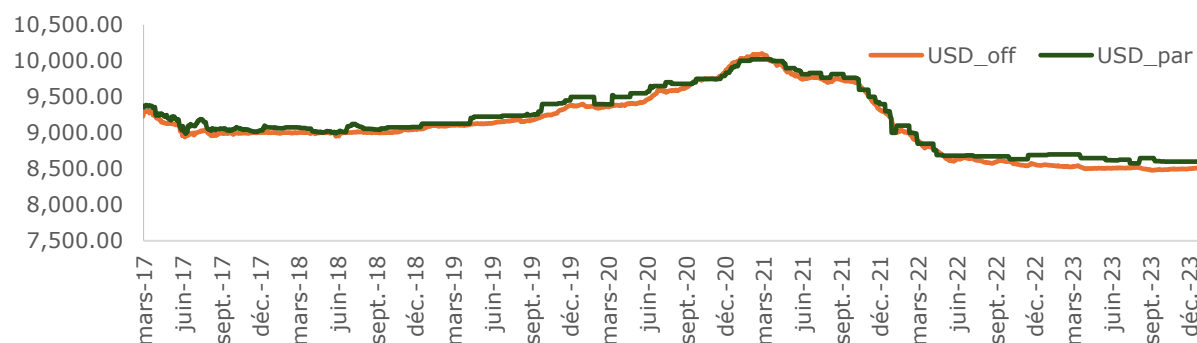
2.3.4.1. Cours de change

A fin décembre 2023, le taux de change officiel du dollar américain s'est établi à GNF 8 512,0638, soit une appréciation de 0,5 % par rapport à fin décembre 2022. De même, sur le marché des bureaux de change agréés, il s'est apprécié de 1,1 % pour se chiffrer à GNF 8 600.

Cependant, par rapport à fin septembre 2023, le franc guinéen s'est déprécié de 0,3 % par rapport au dollar sur le marché officiel alors qu'il est resté stable sur le marché des bureaux de change agréés.

La prime de change du dollar américain s'est davantage rétrécie, passant de 1,6 % à fin décembre 2022 à 1,3 % à fin septembre 2023 et à 1 % à fin décembre 2023.

Graphique 20 : Evolution du taux de change du franc guinéen par rapport au dollar américain



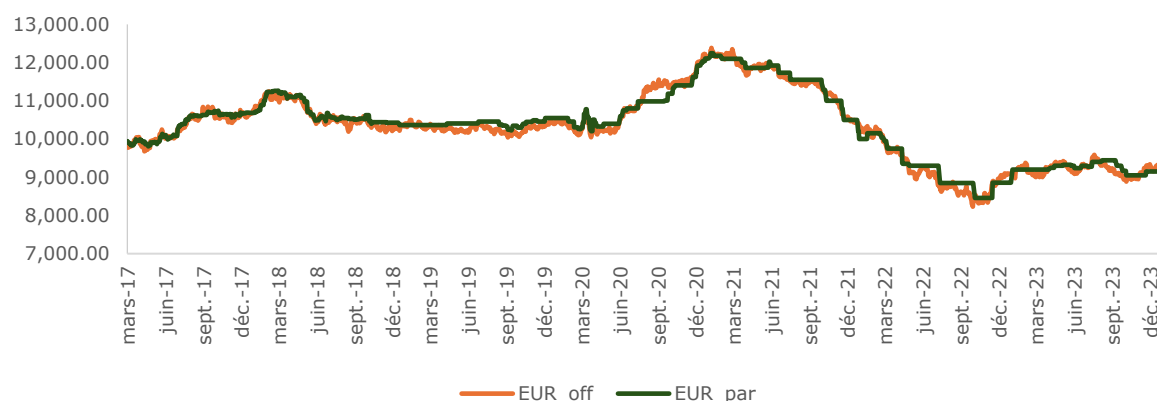
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Contrairement au dollar américain, le franc guinéen s’est déprécié par rapport à l’euro aussi bien sur le marché officiel que dans les bureaux de change agréés. En effet, le taux de change officiel de l’euro s’est établi à GNF 9 379,9896 à fin décembre 2023, soit une dépréciation de 3,2 % par rapport à fin décembre 2022. De même, le franc guinéen s’est déprécié de 3,4 % par rapport à l’euro dans les bureaux de change agréés pour s’établir à GNF 9 150 au cours de la même période.

En outre, par rapport à fin septembre 2023, il s’est déprécié de 4,9 % sur le marché officiel de 1,4 %, tandis qu’il s’est apprécié de 0,2 % dans les bureaux de change agréés.

Quant à la prime de change de l’euro, elle s’est établie à 2,51 % à fin décembre 2023, soit un léger rétrécissement de 10 points de base par rapport à fin décembre 2022.

Graphique 21 : Evolution du taux de change du franc guinéen par rapport à l’euro



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Entre fin décembre 2023 et fin janvier 2024, le taux de change officiel du dollar a oscillé autour de GNF 8 507, ce qui représente une légère appréciation de 0,1 %. De même, sur la période, le taux de change de l’euro s’est apprécié de 1,3 %. En revanche, dans les bureaux de change agréés, le taux de change du dollar américain est resté stable à GNF 8 600. En revanche, sur ce même marché, le taux de change de l’euro s’est déprécié de 2,5 % entre fin décembre 2023 et fin janvier 2024. Cependant, il convient de noter qu’il est resté stable à GNF 9 375 tout le mois de janvier 2024.

Par ailleurs, l’appréciation du franc guinéen vis-à-vis du dollar américain se justifie aussi par la bonne mise en œuvre de la mesure de rapatriement des devises issues des

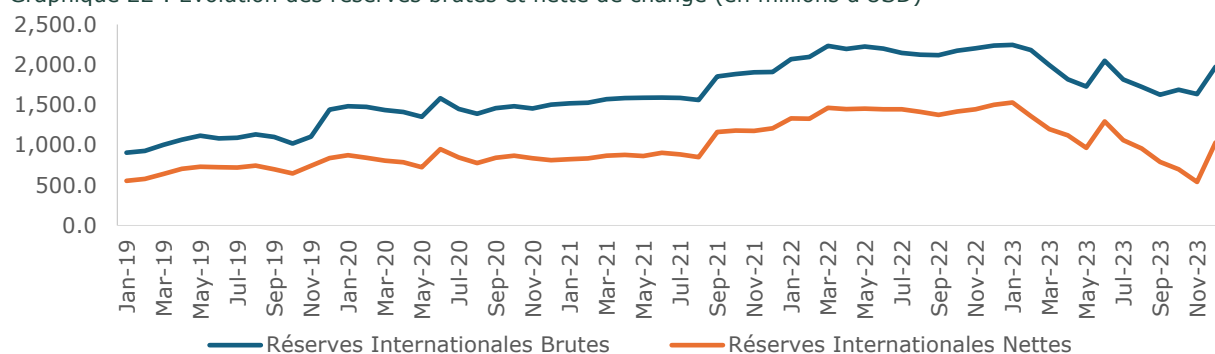
exportations des sociétés minières (voir encadré ci-dessous) et du suivi du nivellement des positions de change excédentaires des banques.

2.3.4.2. Réserves de change

En glissement annuel, les réserves de change poursuivent leur tendance baissière amorcée depuis le deuxième trimestre 2023. A fin décembre 2023, les réserves internationales brutes se sont contractées de 11,8 %, en glissement annuel, pour s'établir à USD 1 972,2 millions à fin décembre 2023. En baisse de 31,2 %, en glissement annuel, les réserves internationales nettes se sont établies à USD 1 032,1 millions à fin décembre 2023. Cette évolution baissière est expliquée entre autres, par les transferts à l'étranger effectués pour le compte des banques primaires, et le paiement des intérêts de la dette extérieure.

Toutefois, ce niveau de réserves est équivalent à 3,4 mois d'importations de biens et services.

Graphique 22 : Evolution des réserves brutes et nette de change (en millions d'USD)



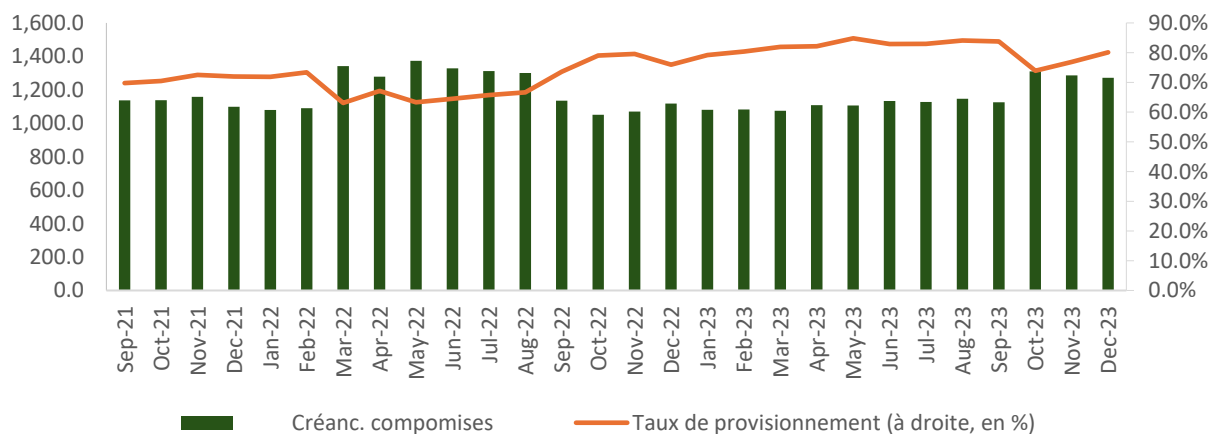
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.3.5. Stabilité financière

A fin décembre 2023, la qualité du portefeuille des banques s'est dégradée. En effet, en se situant à GNF 1 272,3 milliards à fin décembre 2023, les créances compromises se sont accrues de 13,9 %, en glissement annuel, et de 13 % par rapport à son niveau de fin septembre 2023.

Parallèlement, le taux de provisionnement s'est établi à 80,1 % à fin décembre 2023, en baisse de 3,7 points de pourcentage par rapport à fin septembre 2023. Par rapport à fin décembre 2022, ce taux enregistre une hausse de 4,1 points de pourcentage.

Graphique 23 : Créance compromises et niveau de provision



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Encadré : Note sur les rapatriements de devises

Conformément à ses attributions et à la loi en vigueur portant réglementation des activités financières entre la République de Guinée et l'étranger, la Direction du Contrôle et du Suivi de la Réglementation des Changes est chargée du suivi des rapatriements des recettes d'exportation des produits guinéens.

Pour parvenir à un suivi régulier et efficace de cette activité, objet d'une directive présidentielle, la DCSRCH a mis en place une organisation reposant sur deux volets à savoir :

- Suivi des rapatriements des orpailleurs artisanaux ;
- Suivi des rapatriements des miniers et autres auprès des banques commerciales.

A l'effet de réaliser cette mission, des points focaux ont été désignés par les banques commerciales pour effectuer une remontée de la situation de toutes les Demandes Descriptives d'Exportation domiciliées à leurs guichets ainsi que le niveau des rapatriements réalisés avant le 05 de chaque mois.

A fin décembre 2023, sur un montant de USD 381,4 millions à rapatrier, les sociétés minières et autres avaient rapatrié environ USD 193,6 millions, soit un taux de rapatriement de 51 %.

S'agissant des activités de l'orpaillage artisanal, sur un montant de USD 1,9 milliards à rapatrier, près de USD 1,6 milliards ont été rapatriés, soit un taux de rapatriement de 81,6 %.

Il convient de rappeler que plusieurs rencontres de sensibilisation ont été organisées dans les locaux de la BCRG regroupant la Chambre des Mines, les représentants des Ministères du Budget (Direction Générale des Douanes, du GUCEG) et du Commerce (Direction DDE/DDI), les points focaux et les cadres de la BCRG. Cette sensibilisation a porté sur la responsabilité de chacune des parties (Banques et sociétés minières) à respecter la loi et en même temps leur rappeler les sanctions contre celles qui n'auraient pas apuré leurs suspens conformément à l'Instruction de la BCRG.

Il est à préciser que le délai de rapatriement des recettes d'exportation pour les comptoirs et orpailleurs est de 60 jours, tandis que celui des autres entités concernées est de 90 jours.

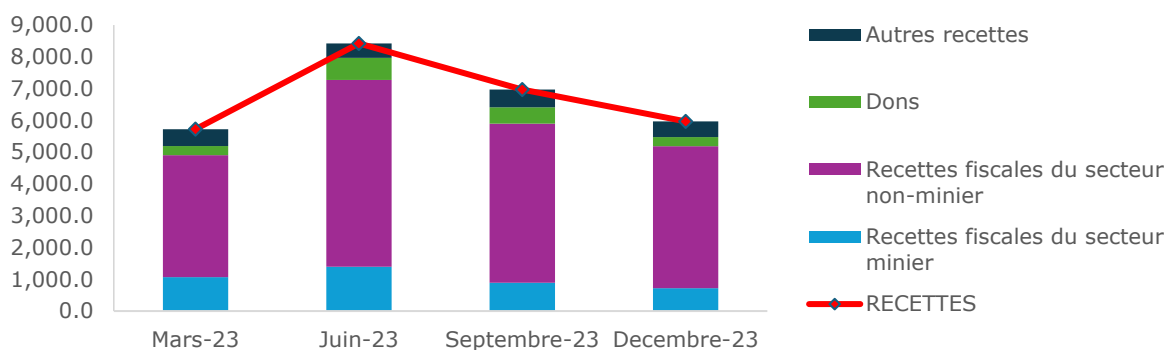
2.4. Secteur des finances publiques

Au cours du dernier trimestre 2023, la situation des finances publiques a été caractérisée par une dégradation des principaux indicateurs budgétaires, en lien avec la baisse des recettes publiques et la forte augmentation des dépenses publiques. L'incendie du principal dépôt d'hydrocarbures de Kaloum a également contribué à accentuer cette dégradation.

2.4.1. Recettes

Les recettes mobilisées par l'Etat ont reculé au quatrième trimestre pour se situer à GNF 5 966,4 milliards, après avoir atteint GNF 6 968,7 milliards au troisième trimestre 2023. En variation trimestrielle, ces recettes ont baissé de 14,4 % au quatrième trimestre 2023, après avoir reculé de 17,2 % au trimestre précédent. Cette contraction des recettes est expliquée par la faible mobilisation constatée au niveau de toutes les composantes des recettes, à savoir : les recettes fiscales (minières et non-minières), les dons reçus et les autres recettes.

Graphique 24 : Situation trimestrielle des recettes budgétaires (en milliards de GNF)



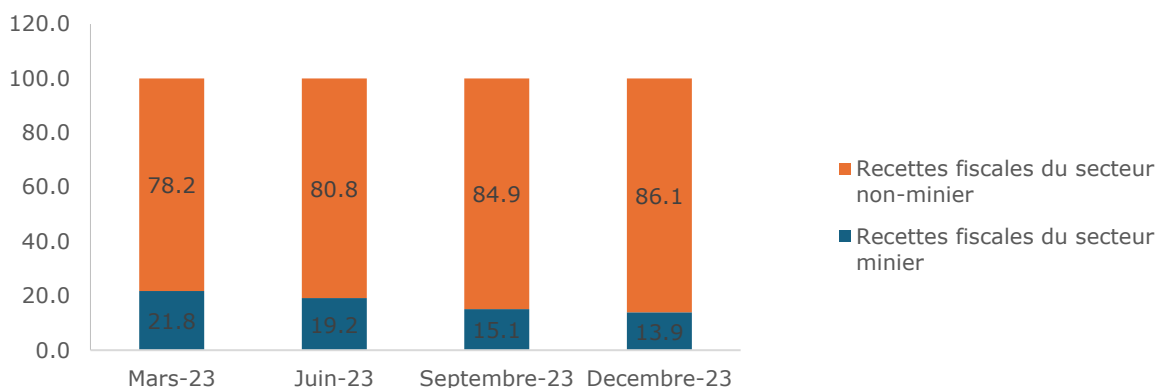
Source : Ministère du budget

Ainsi, les recettes fiscales se sont établies à GNF 5 918,8 milliards au dernier trimestre 2023, en baisse de 12,1 % en variation trimestrielle, après une contraction de 18,9 % au troisième trimestre 2023. Cette baisse note une contre-performance enregistrée au niveau de la mobilisation aussi bien des recettes fiscales du secteur non-minier que celles du secteur minier.

En effet, au quatrième trimestre 2023, les recettes fiscales du secteur non-minier ont reculé de 10,9 % en variation trimestrielle pour se situer à GNF 4 464,7 milliards, contre une mobilisation de GNF 5 009,0 milliards au troisième trimestre 2023. De même, les recettes fiscales du secteur minier sont passées de GNF 890,2 milliards au troisième trimestre 2023 à GNF 722,0 milliards au dernier trimestre 2023, soit une baisse de 18,9 %.

La contribution du secteur minier aux recettes fiscales continue de baisser. Elle s'est établie à 13,9 % au dernier trimestre 2023, contre 21,8 % au premier trimestre, 19,2 % au second trimestre et 15,1 % troisième trimestre 2023.

Graphique 25 : Evolution trimestrielle des recettes minières et non-minières (% des recettes totales)



Source : Ministère du Budget

L'analyse par composante montre que la baisse trimestrielle des recettes fiscales, qui a été constatée au quatrième trimestre 2023, provient de l'ensemble de ses composantes, dont : « impôts sur le revenu, les bénéfiques, et les gains en capital » (GNF 829,6 milliards, soit -34,1 %), « impôts sur les salaires et la main d'œuvre » (GNF 101,5 milliards, soit -11,3 %), « impôt sur le patrimoine » (17,4 milliards, soit -40,7 %), et « impôts sur les biens et services » (GNF 2 734,0 milliards, soit -9,5 %). Cependant, la composante « impôts sur le commerce extérieur » a connu une hausse modérée de 2,1 % pour s'établir à GNF 1 502,1 milliards au quatrième trimestre 2023.

Tableau 8 : Recettes mobilisées de l'État (en milliards de GNF)

	Mars-23	Juin-23	Sep-23	Dec-23
RECETTES	5 723,0	8 420,9	6 968,7	5 966,4
Recettes fiscales	4 905,1	7 274,6	5 899,2	5 186,7
dont secteur minier	1 067,3	1 067,3	1 396,2	890,2
dont secteur non-minier	3 839,8	3 837,8	5 878,4	5 009,0
Impôts sur le revenu, les bénéfiques et les gains en capital	738,7	2 263,2	1 259,5	829,6
Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	128,1	127,0	114,4	101,5
Impôts sur le patrimoine	26,0	56,0	29,4	17,4
Impôts sur les biens et services	2 577,1	3 291,4	3 022,5	2 734,0
Impôts sur le commerce ext et les transactions int.	1 430,6	1 530,5	1 471,3	1 502,1
Autres recettes fiscales	4,6	6,5	2,1	2,0
Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	288,5	691,2	511,4	285,6
Autres recettes	529,4	455,1	558,0	494,2

Source : Ministère du Budget

Concernant les dons, l'État a mobilisé GNF 285,6 milliards au quatrième trimestre 2023, contre GNF 511,4 milliards au troisième trimestre 2023, soit une baisse de près de moitié. Les dons reçus par l'État sont, essentiellement, constitués de dons en capital mobilisés auprès des organisations internationales et destinés aux projets et programmes du pays.

Tableau 9 : Situation trimestrielle des dons mobilisés par l'État (en milliards de GNF)

	Mars-23	Juin-23	Sep-23	Dec-23
Dons	288,5	691,2	511,4	285,6
Reçus d'administrations publiques étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0
Courants	0,0	0,0	0,0	0,0
En capital	0,0	0,0	0,0	0,0
Reçus d'organisations internationales	288,5	691,2	511,4	285,6
Courants	0,0	0,0	76,6	0,0
En capital	288,5	691,2	434,8	285,6
Reçus d'autres unités d'administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0
Courants	0,0	0,0	0,0	0,0
En capital	0,0	0,0	0,0	0,0

Source: Ministère du Budget

Contrairement au trimestre précédent, les recettes non-fiscales ont régressé de 11,4 %, pour se situer à GNF 494,2 milliards au quatrième trimestre 2023. Cette contreperformance est surtout notée au niveau de la composante « revenus de la propriété » (GNF 197,9 milliards, soit -41,3 %) dans un contexte d'une augmentation au niveau de la composante « vente de biens et services » (GNF 229,4 milliards, soit

+13,3 %), et de celle « amendes, pénalités et confiscations » (GNF 67,0 milliard, +263,9 %).

2.4.2. Dépenses publiques

Les dépenses publiques se sont accrues de près d'un-tier par rapport au trimestre précédent pour se situer à GNF 9 481,0 milliards au dernier trimestre 2023. Cette hausse est imputable à la fois à la progression constatée au niveau des charges et de l'acquisition nette d'actifs non financiers (dépenses d'investissements nettes).

2.4.2.1. Charges

Au cours du quatrième trimestre 2023, les charges de l'État se sont établies à GNF 6 282,4 milliards, contre GNF 4 801,2 milliards au trimestre précédent, soit une hausse de 30,9 %. Cet accroissement est expliqué par la hausse des dépenses sur « biens et services », des « dons » versés par l'administration publique, et des « subventions ». Toutefois, elle est contenue par la baisse des dépenses de « rémunération des salaires et traitements », du paiement des « intérêts » sur la dette, et des « prestations sociales » versées.

En effet, les dépenses sur biens et services se sont accrues de 17,8 %, en variation trimestrielle, pour se fixer à GNF 1 109,0 milliards au quatrième trimestre 2023. De même, les subventions accordées aux sociétés publiques ont quadruplé pour s'établir à GNF 1 400,8 milliards, contre GNF 442,1 milliards au troisième trimestre 2023. La quasi-totalité de ces subventions a été affectée à la société d'Électricité de Guinée (EDG).

Parallèlement, les dons ont presque doublé, passant de GNF 659,6 milliards au troisième trimestre 2023 à GNF 1 300,0 milliards au dernier trimestre. Ces dons sont constitués des dons en capital et des dons courants. Les deux-tiers des dons (GNF 855,9 milliards) ont été accordés aux établissements publics et le reste (GNF 444,1 milliards) en faveur des collectivités décentralisées. Aussi, la composante « autres charges » a plus que quadruplé au quatrième trimestre pour atteindre GNF 200,3 milliards, contre GNF 62,9 milliards au troisième trimestre, entièrement destinée à la ligne « transferts non-classés ailleurs ».

Cependant, contrairement aux trimestres précédents, les dépenses de traitement et salaires ont légèrement baissé de 6,7 % par rapport au trimestre précédent pour s'établir à GNF 1 664,1 milliards au quatrième trimestre, après GNF 1 783,4 milliards au troisième trimestre de l'année. Les « prestations sociales » de l'État ont aussi reculé de 7,8 % pour s'établir à GNF 517 milliards, après avoir atteint GNF 564,0 milliards au troisième trimestre 2023.

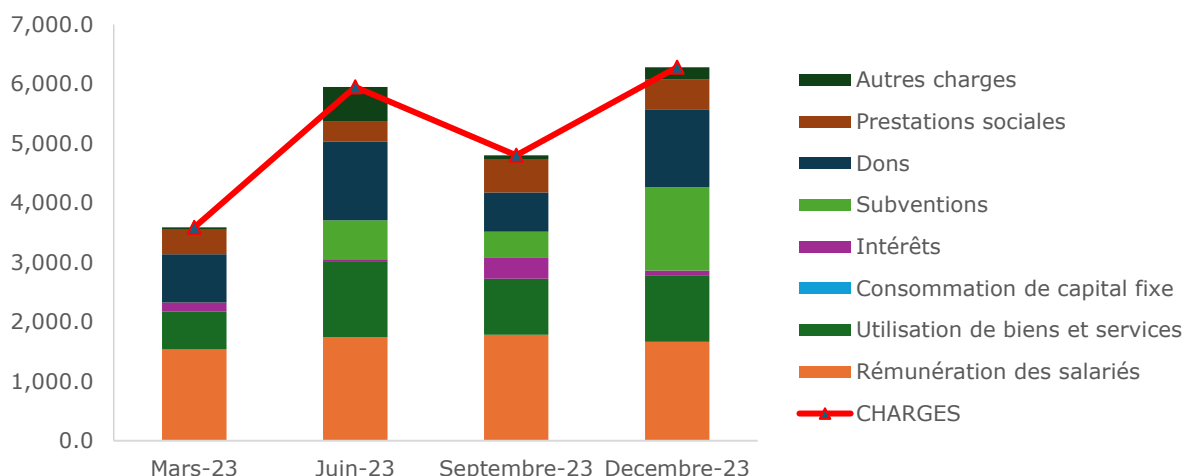
Tableau 10 : Dépenses publiques (en milliards de GNF)

	Mars-23	Juin-23	Sep-23	Dec-23
DEPENSES	4 679,3	8 128,5	7 170,2	9 481,0
CHARGES	3 587,7	5 950,6	4 801,2	6 282,4
Rémunération des salariés	1 536,0	1 741,3	1 783,4	1 664,1
Utilisation de biens et services	634,7	1 281,0	941,2	1 109,0
Consommation de capital fixe	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts	155,4	31,4	350,3	90,4
Subventions	0,2	653,5	442,1	1 400,8
Dons	810,3	1 328,4	659,6	1 300,0
Prestations sociales	413,4	331,6	561,8	517,9
Autres charges	37,7	583,6	62,9	200,3

Source : Ministère du Budget

Les paiements d'intérêts de la dette ont chuté de trois-quarts pour se situer à GNF 90,4 milliards au dernier trimestre 2023, contre GNF 350,3 milliards au troisième trimestre 2023. Cette baisse est imputable, aussi bien, à la baisse du paiement des intérêts aux non-résidents (-32,0 %) qu'à celle des intérêts aux résidents du secteur privé (-85,6 %).

Graphique 26 : Evolution des charges publiques (en milliards de GNF)



Source: Ministère du Budget

2.4.2.2. Investissement brut/net dans les actifs non financiers

Les dépenses en capital de l'État ont rebondi de plus d'un-tier au dernier trimestre 2023, pour s'établir à GNF 3 198,6 milliards, contre GNF 2 369,9 milliards au troisième trimestre. L'ensemble de ces investissements sont destinés à l'acquisition des actifs fixes, notamment « Bâtiments et ouvrages de génie civil » et « machines et équipements ».

Tableau 11 : situation trimestrielle des investissements bruts/nets dans les actifs non-financiers (en milliards de GNF)

	Mars-23	Juin-23	Sep-23	Dec-23
Transactions sur Actifs Non Financiers	1 091,7	2 177,9	2 369,0	3 198,6
Acquisition nette d'actifs non financiers	1 091,7	2 177,9	2 369,0	3 198,6
Sur financement extérieur	658,0	1 248,0	1 547,8	1 490,6
Sur financement intérieur	433,6	929,9	821,2	1 708,0
Actifs fixes	1 091,7	2 177,9	2 369,0	3 198,6
Bâtiments et ouvrages de génie civil	877,0	1 848,2	1 997,4	2 516,3
Machines et équipement	36,2	167,0	237,3	495,6
Autres actifs fixes	178,5	162,8	134,3	186,7

Source : Ministère du Budget

2.4.3. Soldes budgétaires et financement

Au cours du trimestre sous-revu, les opérations budgétaires de l'État se sont fortement dégradées. Plus spécifiquement, le solde budgétaire global, base engagement et dons inclus, a été déficitaire de GNF 3 514,6 milliards au quatrième trimestre 2023, contre un déficit de GNF 201,5 milliards au trimestre précédent. Hors-dons, le solde budgétaire s'est traduit par un déficit de GNF 3 800,1 milliards, contre un déficit de GNF 712,9 milliards au troisième trimestre. De même, le solde primaire s'est nettement détérioré, passant d'un surplus de GNF 148,8 milliards au troisième trimestre à un déficit de GNF 3 424,1 milliards au quatrième trimestre 2023.

Sur une base annuelle, le solde budgétaire global (dons inclus, base engagement) et le solde primaire (base engagement) se sont établis à un déficit de GNF 2 380,0 milliards (1,1 % du PIB) et un déficit de GNF 1 752,6 milliards (0,8 % du PIB) en 2023, respectivement, contre un déficit de GNF 639,6 milliards (0,3 % du PIB) et un surplus de GNF 63,6 milliards (0,0 % du PIB) en 2022.

Graphique 27 : Evolution des soldes budgétaires (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

Au dernier trimestre 2023, les transactions sur actifs financiers qui ont résulté de l'exécution budgétaire de l'État se sont établies à GNF-4 416,0 milliards, contre GNF +14,3 milliards au troisième trimestre. Ces transactions ont concerné des actifs financiers à hauteur de GNF 5 473,4 milliards et des passifs de GNF 9 889,5 milliards.

Tableau 12 : Transactions sur actifs financiers et passifs (financement, en milliards de GNF)

	Mars-23	Juin-23	Sep-23	Dec-23
Transactions sur actifs financiers et passifs (financement)	1 322.1	-466.1	14.3	-4 416.0
Actifs financiers	-37.2	569.4	1 360.7	5 473.4
Intérieurs	-38.3	568.4	1 359.2	5 473.4
Extérieurs	1.1	1.0	1.5	0.1
Passifs	-1 359.3	1 035.4	1 346.4	9 889.5
Intérieurs	-1 484.5	509.3	503.2	8 801.3
Extérieurs	125.2	526.2	843.2	1 088.1

Source: Ministère du Budget

L'augmentation nette d'actifs financiers est composée essentiellement des numéraires et dépôts auprès du système bancaire de GNF 5 435,3 milliards.

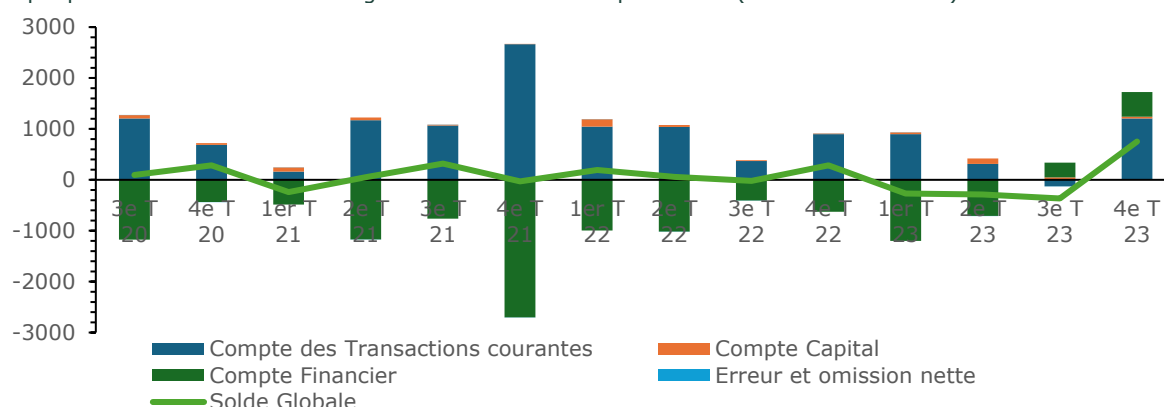
L'augmentation nette du passif est constituée de financement intérieur net de GNF 8 801,3 milliards et d'un endettement extérieur auprès d'organisations internationales à hauteur de GNF 1 088,1 milliards. Le financement intérieur net a été obtenu grâce à une augmentation des « crédits » vis-à-vis du secteur bancaire de GNF 1 787,0 milliards et d'une accumulation de « divers comptes à payer », contenus par une diminution des « numéraires et dépôts » pour GNF 64,3 milliards et d'un remboursement de « crédits » de GNF 453,3 milliards.

2.5. Secteur extérieur

Les relations de la Guinée avec le reste du monde se sont caractérisées par un renforcement de l'excédent du solde global, qui est passé de USD 285,2 millions au quatrième trimestre 2022 à USD 751,9 millions au quatrième trimestre 2023. Cette tendance est le résultat de l'amélioration de l'excédent de la balance commerciale des biens et dans une moindre mesure de celui du compte capital.

Parallèlement, le compte financier est marqué par une acquisition nette d'actifs de USD 486,1 millions au quatrième trimestre 2023, contre une acquisition nette d'actifs de USD 626,0 millions à la même période de l'année précédente.

Graphique 28 : Evolution du solde global de la balance de paiements (en millions de USD)



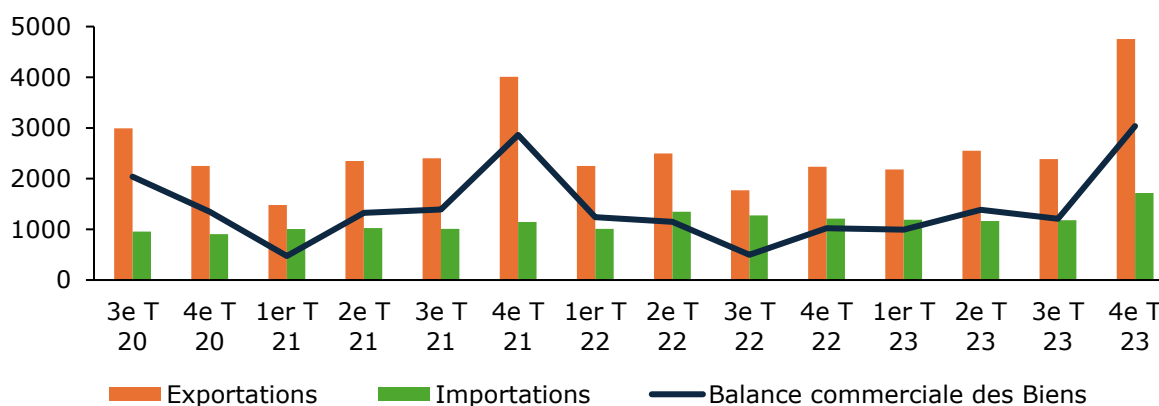
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

L'excédent du compte des transactions courantes s'est renforcé de 34,4 %, en glissement annuel, pour s'établir à USD 1 206,1 millions au quatrième trimestre 2023. Cette évolution est imputable principalement à l'amélioration de l'excédent de la balance commerciale des biens et dans une moindre mesure du solde des revenus secondaires.

Au quatrième trimestre 2023, le solde des revenus secondaires s'est situé à USD 180,4 millions, en hausse de 88,7 % en glissement annuel. Par contre, le déficit de la balance des services s'est creusé davantage, en passant de USD 191,9 millions au quatrième trimestre 2022 à USD 1 422,1 millions au quatrième trimestre 2023. Aussi, le déficit du solde des revenus primaires s'est établi à USD 746,9 millions, contre un déficit de USD 30 millions au quatrième trimestre 2022.

L'excédent de la balance commerciale a presque triplé, en passant de USD 1 023,5 millions au quatrième trimestre 2022 à USD 3 194,7 millions au quatrième trimestre 2023. Cette forte augmentation de l'excédent est liée à l'accroissement plus marqué des exportations que celui des importations. Cette augmentation de l'excédent de la balance commerciale s'est accompagnée par une hausse du taux de couverture du commerce extérieur, qui s'est situé à 306,7 % au quatrième trimestre 2023, contre 184,5 % à la même période de l'année précédente.

Graphique 29 : Evolution de la balance commerciale (en millions d'USD)

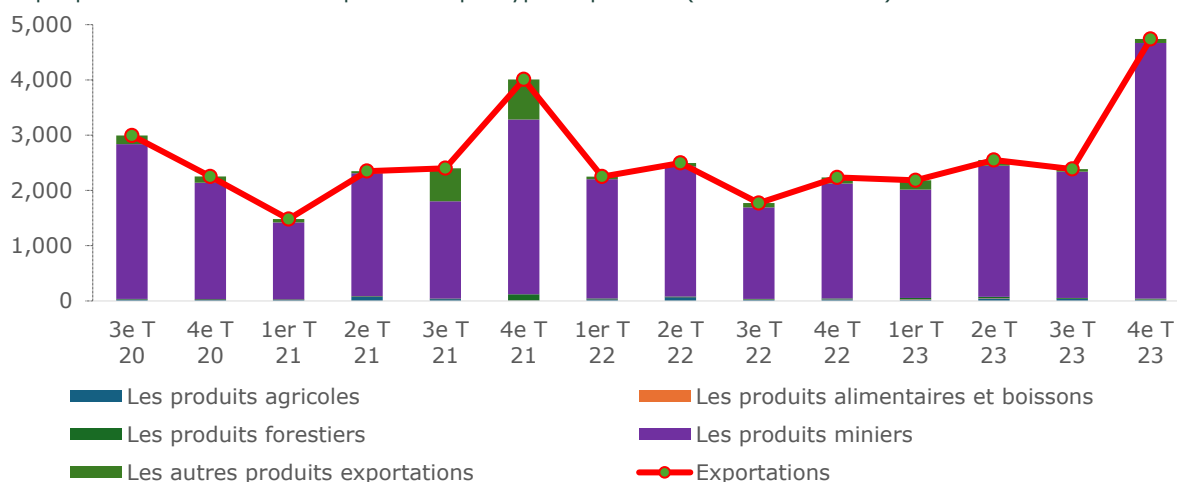


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.5.1. Exportations

Les exportations se sont établies à USD 4 740,0 millions au quatrième trimestre 2023, contre USD 1 023,5 millions au quatrième trimestre 2022, soit une progression de 112,2 %. Cette tendance de progression résulte essentiellement de l'augmentation des exportations des produits miniers, notamment la bauxite et l'or, dans un contexte de baisse des exportations des produits agricoles.

Graphique 30 : Evolution des exportations par type de produits (en millions d'USD)



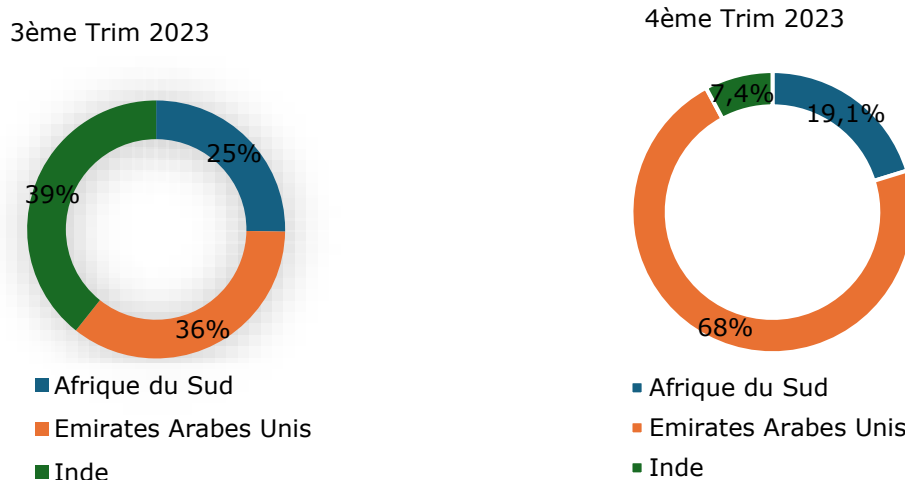
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En hausse de 122,5 %, en glissement annuel, les exportations minières se sont chiffrées à USD 4 626,8 millions au quatrième trimestre 2023, en lien avec l'amélioration des exportations de la bauxite et de l'or.

Comme les précédents trimestres de 2023, les exportations d'or ont enregistré une hausse de 10,8 %, en glissement annuel, pour se situer à USD 1 039,7 millions au quatrième trimestre 2023. Cette évolution est surtout le reflet du cours favorable de l'or sur le marché international, bien que le volume exporté ait reculé de 4,0 %. Contrairement au troisième trimestre 2023, le classement de la destination des exportations de l'or a presque changé au quatrième trimestre 2023. Ainsi, les Emirates Arabes Unis occupe la première place (68 %), suivie de l'Afrique du Sud (19,1 %) et de l'Inde (7,4 %). Par contre, au troisième trimestre 2023, les exportations de l'or étaient destinées principalement à l'Inde (36,4 %), les Emirates Arabes Unis (32,8 %) et l'Afrique du Sud (23,4 %).

L'or continue d'occuper la deuxième place dans les exportations minières du pays avec une part de 21,9 % au troisième trimestre 2023, après 48,7 % au troisième trimestre 2022.

Graphique 31 : Principaux pays de destination des exportations de l'or (%)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

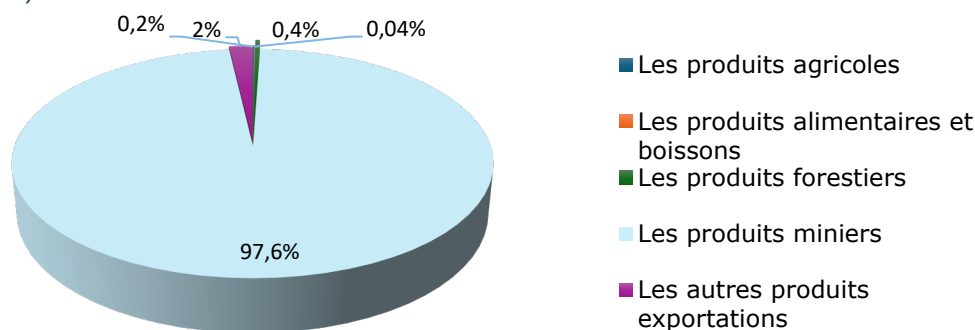
De même, les exportations de bauxite qui étaient de USD 1 102,5 millions au quatrième trimestre 2022 se sont établies à USD 3 564,6 au quatrième trimestre 2023, soit une amélioration de 223,3 %. Cette évolution est expliquée par la reprise des exportations de certaines sociétés minières de la place ainsi que de l'entrée en production de nouvelles sociétés minières. Les exportations de bauxite sont principalement destinées à la Chine (90,1 %), suivie de l'Inde (4,8 %) et des Emirats Arabes Unis (3,6 %).

Parallèlement, les exportations des produits forestiers continuent de s'améliorer depuis la levée de l'interdiction de la coupe et du transport du bois, le 05 octobre 2023, par le Gouvernement. Ainsi, les exportations des produits forestiers ont enregistré une hausse de 4,6 %, en glissement annuel, pour atteindre USD 17,1 millions au quatrième trimestre 2023.

En revanche, les exportations des produits agricoles ont fléchi de 21,7 %, en glissement annuel, pour se situer à USD 22,7 millions au quatrième trimestre 2023, en lien avec l'effet volume. En effet, les exportations en volume des produits agricoles sont passées de 18,5 millions de kg au quatrième trimestre 2022 à 16,44 millions de kg au quatrième trimestre 2023, soit une baisse de 11 %. Le cacao, le café et la noix de cajou sont les principaux produits d'exportations agricoles du pays avec des parts respectives de 53,6 %, 24,5 % et 16,6 % au quatrième trimestre 2023.

Comme au troisième trimestre 2023, la structure des exportations reste dominée par les produits miniers avec une part de 97,6 % au quatrième trimestre, contre 96 % au troisième trimestre 2023. Les produits agricoles et des produits forestiers représentant environ 1% des exportations totales au quatrième trimestre 2023.

Graphique 32 : Part des principaux produits à l'exportation dans l'exportations totale au quatrième trimestre 2023 (en %)

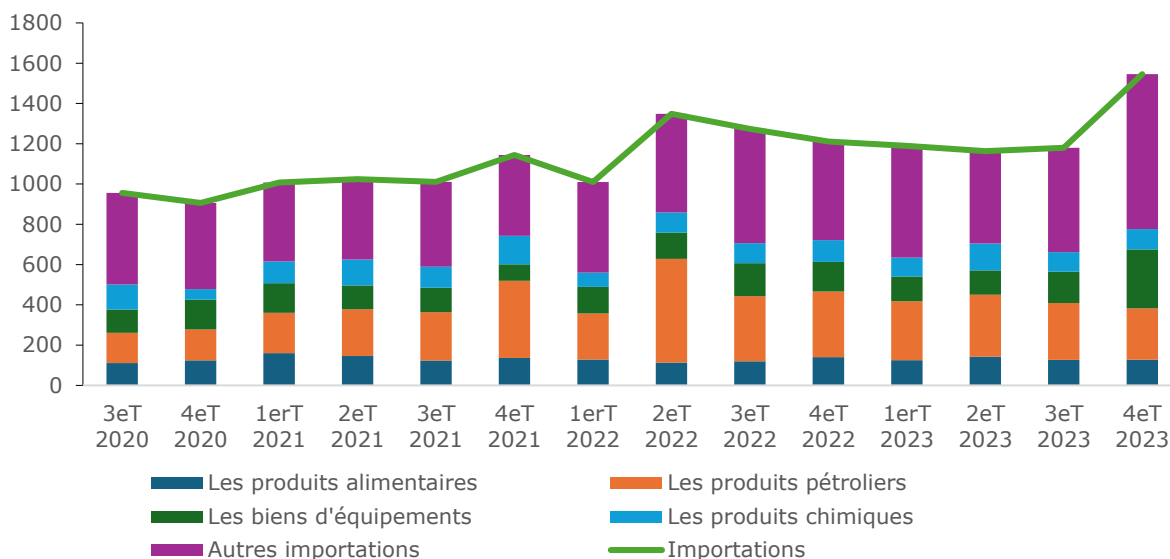


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.5.2. Importations

Contrairement aux autres trimestres de 2023, les importations de biens ont enregistré une progression de 27,6 %, en glissement annuel, pour s'établir à USD 1 545,3 millions au quatrième trimestre 2023. L'évolution des importations est liée à la hausse des importations des biens d'équipements. Cette hausse est contenue par la baisse des importations des produits pétroliers, produits alimentaires et des produits de la construction automobile.

Graphique 33 : Evolution des importations par type de produits (en millions d'USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les importations des biens d'équipement se sont situées à USD 292,4 millions au quatrième trimestre 2023, en hausse de 98,6 % en glissement annuel. Cette hausse est liée à l'accroissement de 121,6 % des importations en volume des biens d'équipement.

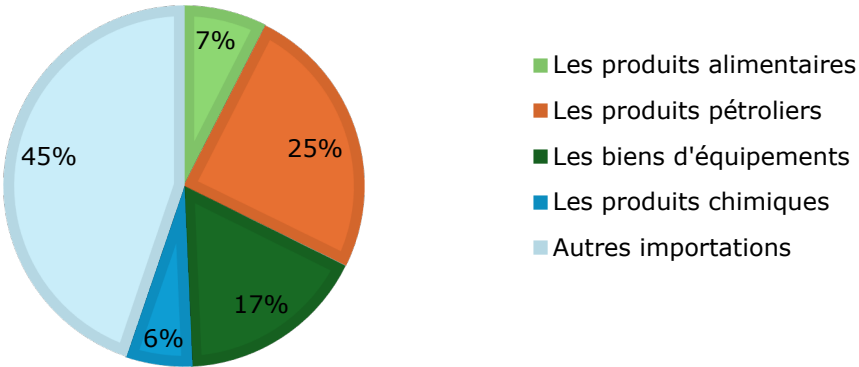
Par ailleurs, les importations des produits pétroliers ont atteint USD 254,6 millions au quatrième trimestre 2023, contre USD 325,8 millions au quatrième trimestre 2022, soit une baisse de 21,9 %, imputable à l'effet prix, dans un contexte d'augmentation du volume de ces importations. Le cours du pétrole sur le marché international a baissé en moyenne de 3,8 % entre le quatrième trimestre 2022 et le dernier trimestre de 2023. Par contre, les importations des produits pétroliers en volume sont passées de 540,5 mille tonnes au quatrième trimestre 2022 à 547,4 mille tonnes au quatrième trimestre 2023, soit une hausse de 1,3 %. Ces importations de produits pétroliers sont constituées essentiellement de gazole, de l'essence et des fiouls lourds avec des poids respectifs de 51,1 %, 26,6 % et 19 %.

De même, les importations de produits alimentaires ont fléchi de 9 %, en glissement annuel, pour se chiffrer à 127,9 millions au quatrième trimestre 2023, résultant de la baisse des importations de riz. Ainsi, les importations de riz sont passées de USD 31 millions au quatrième trimestre 2022 à USD 12,7 millions au quatrième trimestre 2023, soit une contraction de 59,1 %.

Aussi, les importations des produits de construction automobile ont reculé de 62,7 %, en glissement annuel, pour atteindre USD 59,1 millions au quatrième trimestre 2023, en lien avec l'effet prix de certains de ses biens importés.

Comme au trimestre précédent, la structure des importations est restée inchangée au quatrième trimestre 2023. Elle est dominée par les produits pétroliers, les biens d'équipement, avec des poids respectifs de 25 %, 17,0 %. Les produits alimentaires et les produits chimiques représentent 7,0% et 6,0 %, respectivement.

Graphique 34 : Part des principaux produits à l'importation dans l'importation totale au quatrième trimestre 2023 (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

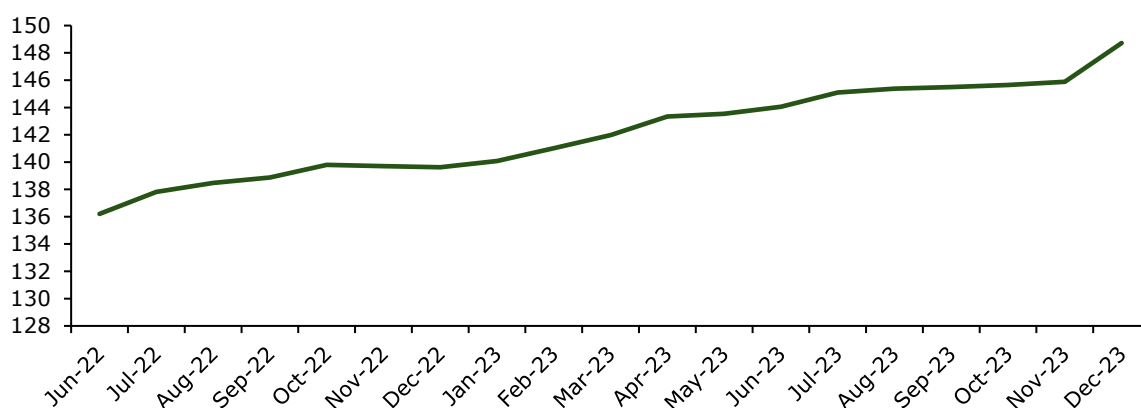
3. Inflation et perspectives macroéconomiques

3.1. Analyse de l'inflation

3.1.1. Inflation globale

Au cours du trimestre sous-revu, l'inflation au niveau national, en glissement annuel, s'est accélérée, en passant de 4,8 % en septembre 2023 à 6,5 % en décembre 2023. Ce niveau a été accentué par le contexte de crise liée à l'incendie du dépôt principal d'hydrocarbures de Kaloum. L'accélération de l'inflation est principalement observée dans les régions de Kankan, Kindia, Boké, Faranah et dans une moindre mesure à Conakry. La région de N'Zérékoré a enregistré une décélération du rythme de progression des prix avec un taux de 5,4 % en décembre 2023, contre 6,6 % en septembre 2023.

Graphique 35 : Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation



Source : Institut National de la Statistique

Selon les composantes, l'accélération observée dans la variation, en glissement annuel, des prix au niveau national est imputable principalement à la hausse du rythme de progression de la fonction « transports » et, dans une moindre mesure, par celles « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » et « alimentation et boissons non alcoolisées ». En revanche, les prix de la composante « articles d'habillement et des chaussures » ont enregistré une décélération modérée.

L'indice des prix du poste « transports » a connu une accélération notable pour s'établir 16,8 % en décembre 2023, contre 0,5 % en septembre 2023, en lien avec l'augmentation des indices de prix de l'essence ordinaire en vrac, du gasoil en vrac, du transport à moto-taxi. Ces augmentations font suite à l'incendie du principal dépôt d'hydrocarbure de Kaloum intervenu dans la nuit 17 décembre 2023.

En glissement annuel, les prix de la composante « alimentation et boisson non alcoolisées » ont augmenté de 8,0 % en décembre 2023, contre 0,3 % en septembre 2023. Cette évolution étant la conséquence de la perturbation de la chaîne d'approvisionnement dû aux difficultés de déplacement après l'incendie du dépôt d'hydrocarbure de Kaloum, elle a été marquée par l'augmentation des prix de l'aubergine, des petits poissons fumés, de la banane douce, de la carotte fraîche, l'oignon local et des crevettes séchées.

L'augmentation en glissement annuel des prix de la composante « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » a atteint 11,2 % en décembre, contre 9,8 % en septembre 2023. Cette accélération est liée, entre autres, à la pénurie de gaz domestique,

la hausse des prix du charbon de bois, du loyer brut mensuel dans un appartement, de la consommation d'électricité de 150 kWh.

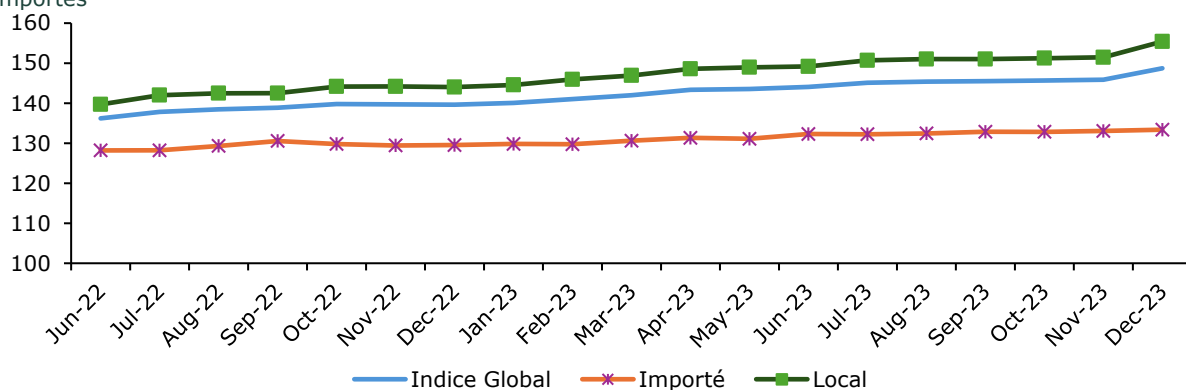
Cependant, le taux de croissance de l'indice des prix des « articles d'habillement et chaussures » en glissement, a atteint 4,9 % en décembre 2023, contre 5,1 % en septembre 2023, soit un repli de 0,2 point de base.

Suivant la provenance, l'accélération de la progression des prix au niveau national est aussi portée par les prix des produits locaux que ceux importés.

En effet, les prix des produits locaux se sont accélérés, en passant de 6,0 % en septembre 2023 à 7,9 % en décembre 2023. Cette évolution est le reflet de l'impact de l'incendie du principal dépôt d'hydrocarbures de Kaloum sur la chaîne d'approvisionnement, traduisant ainsi la hausse des prix de certains produits locaux, notamment les petits poissons fumés, la carotte fraîche, la banane douce, l'aubergine ronde, le mil en grain vendu au détail, les crevettes séchées et l'oignon local. Au niveau des régions, cet accroissement résulte de celui des prix de Conakry, de Faranah et de Boké.

Quant aux produits importés, leurs prix ont progressé, en glissement annuel, de 3 % en décembre 2023, contre 1,8 % en septembre 2023, en lien, principalement, avec l'augmentation de l'indice des prix de l'essence ordinaire en vrac, du gasoil en vrac, conséquences de l'incendie du principal dépôt du carburant de Kaloum, mais également de l'augmentation du prix des céréales sur le marché international. La hausse des prix des céréales, notamment le riz sur le marché international, est liée en partie à l'effet des perturbations de la chaîne logistique d'acheminement des produits en provenance des principaux pays exportateurs.

Graphique 36 : Indice nationale harmonisé des prix à la consommation et indice des prix es produits locaux et importés

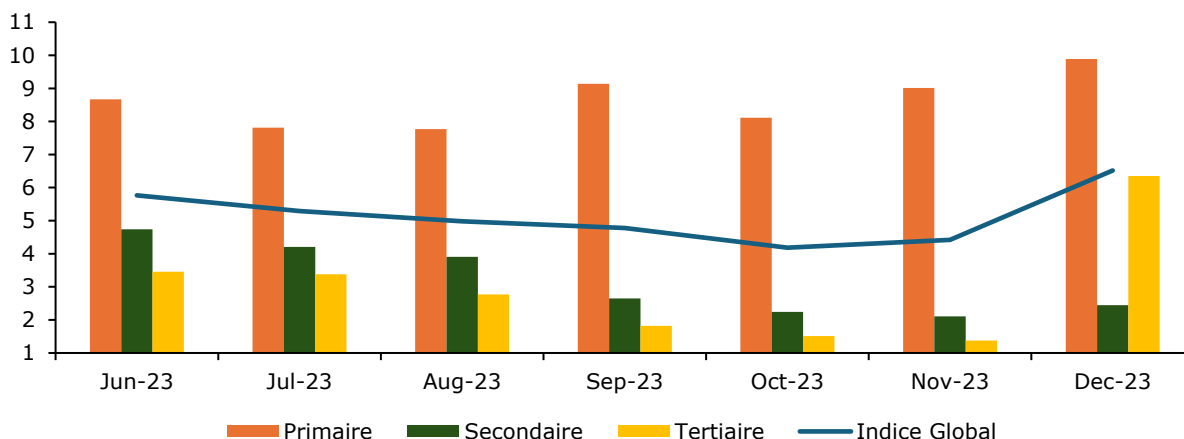


Source : Institut National de la Statistique

Selon les secteurs de production, l'accélération des indices des prix du secteur primaire et tertiaire, sont les principaux secteurs à la base de l'évolution du rythme de progression des prix au niveau national.

En effet, la croissance des prix du secteur primaire s'est établie à 9,9 % en décembre 2023, contre 9,1 % en septembre 2023. En glissement annuel, l'augmentent des prix du secteur tertiaire est passée de 1,8 % en septembre 2023 à 6,3 % en décembre 2023. Cette tendance de progression est impulsée, entre autres, à la hausse de la demande liée à l'achat des fournitures scolaires, à la hausse des prix de la fonction « consommation d'électricité de 150 kWh » et à la hausse du prix des fonctions « transport à moto taxi, taxi et bus » et « loyer brut mensuel dans un appartement ».

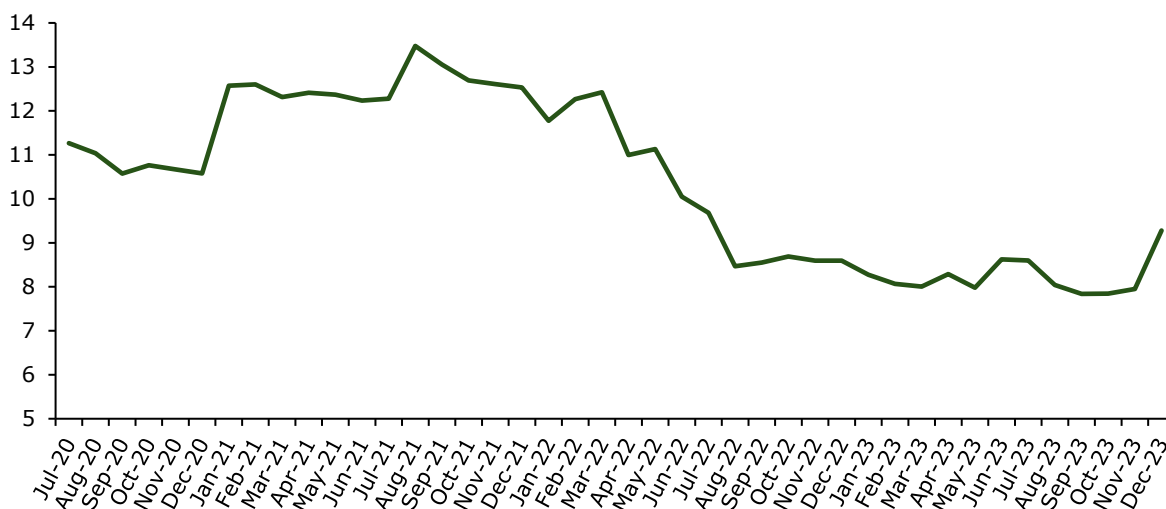
Graphique 37 : Evolution de l'Indice National et des Indices des produits des secteurs primaire secondaire et tertiaire (en %)



Source : Institut National de la Statistique

A Conakry, l'inflation en glissement annuel s'est accélérée en se situant à 9,3 % en décembre 2023, contre 7,9 % en septembre 2023. Cette accélération est principalement due à celle des prix de la fonction « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles », « Alimentations et boissons non alcoolisées », et « transport ».

Graphique 38 : Evolution en glissement annuel de l'Indice global à Conakry (en %)



Source : Institut National de la Statistique

3.1.2. Inflation sous-jacente

Au niveau national, par rapport à son niveau atteint en septembre 2023, l'inflation sous-jacente, portant sur l'évolution des prix des produits « hors énergie et produits frais », s'est également accéléré de 2,7 points de pourcentage, pour se situer à 5,1 % en décembre 2023. Cette accélération de l'inflation sous-jacente est observée dans les régions de Kindia, Labé, Faranah, Kankan et dans une moindre mesure, à Mamou et Conakry.

L'évolution, en variation annuelle, de l'indice sous-jacent provient de la hausse des prix observée au niveau des fonctions suivantes :

- logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles, surtout la consommation d'électricité de 150 kWh ;

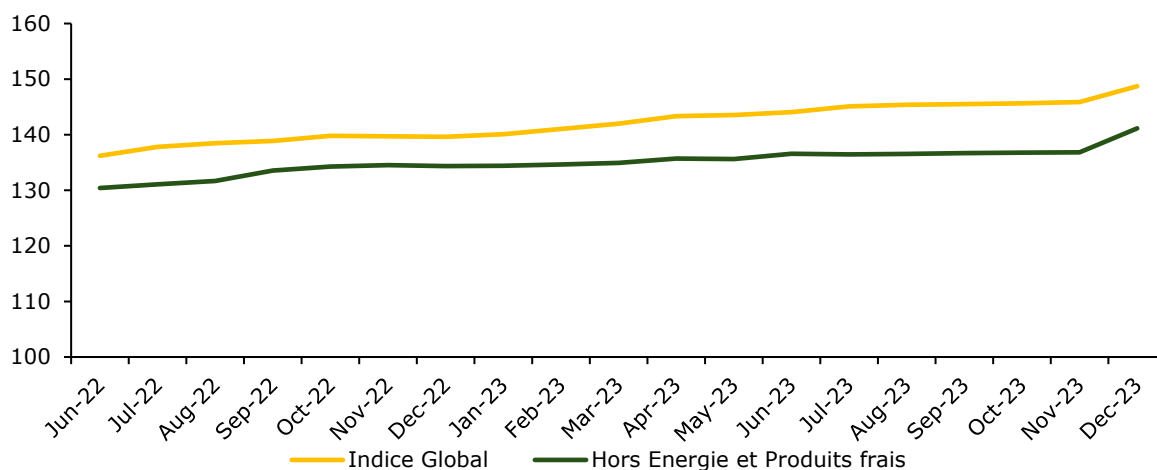
- transport, notamment le transport à moto taxi ;
- biens et services divers, essentiellement les frais d'extrait de casier judiciaire.

En effet, l'indice du transport s'est établi à 158,5 en décembre 2023, soit une hausse de 16,8 % en glissement, contre 0,5 % en septembre 2023. Cette variation est le reflet de la hausse des coûts du transport en raison de la rareté des produits pétroliers, suite à l'incendie du 17 décembre 2023.

De même, en décembre 2023, l'indice du logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles s'est chiffré à 173,2, soit une hausse 11,2 % en glissement annuel, contre 9,6 % en septembre 2023, en raison principalement de la consommation d'électricité.

A Conakry, l'inflation sous-jacente s'est établie à 3,7 %, en glissement annuel, contre 2,1 % au mois de septembre 2023. Comme au niveau national, cette évolution de l'inflation sous-jacente est le reflet de la hausse des prix des transports. En effet, en décembre 2023, l'inflation au niveau des transports s'est établie à 9,7 %, soit une hausse de près de 9 pp par rapport à septembre 2023, en lien avec la hausse des coûts du transport, particulièrement des taxi-moto au cours des deux dernières semaines de décembre 2023.

Graphique 39 : Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation et l'Indice des produits hors énergie et hors produits frais



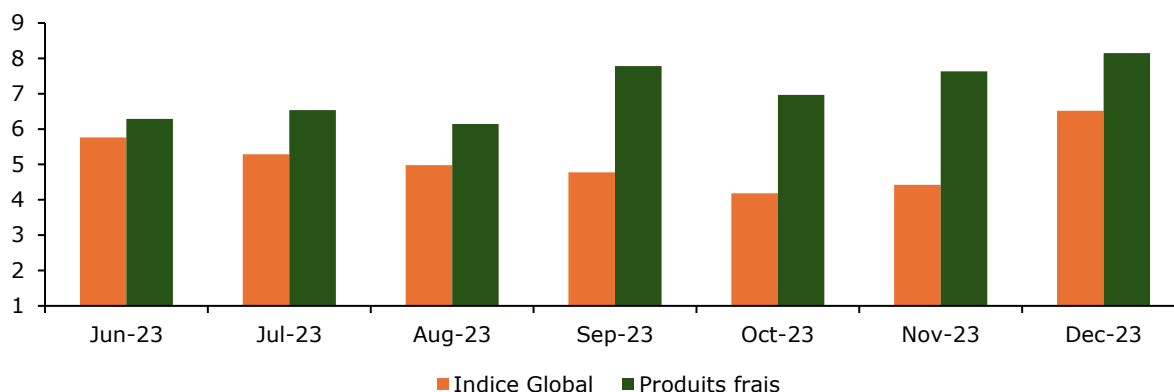
Source : Institut National de la Statistique

3.1.3. Indice des prix des produits frais et énergétiques

En glissement annuel, l'indice des prix des produits frais poursuit l'accélération observée au trimestre précédent, en atteignant 8,1 % en décembre 2023, contre 7,8 % en septembre 2023. Elle est plus prononcée dans les régions de Conakry, de Boké, de Faranah, et de Kankan.

Au niveau des variétés, cette évolution est liée principalement à la hausse des prix de l'aubergine ronde (69,8 %), de la banane douce (60,7 %), des petits poissons fumés (60,7 %), de la carotte fraîche (60,1 %), de l'oignon local (55,2 %), de la pastèque (50,8 %), et de la banane alloco simple (45,2 %).

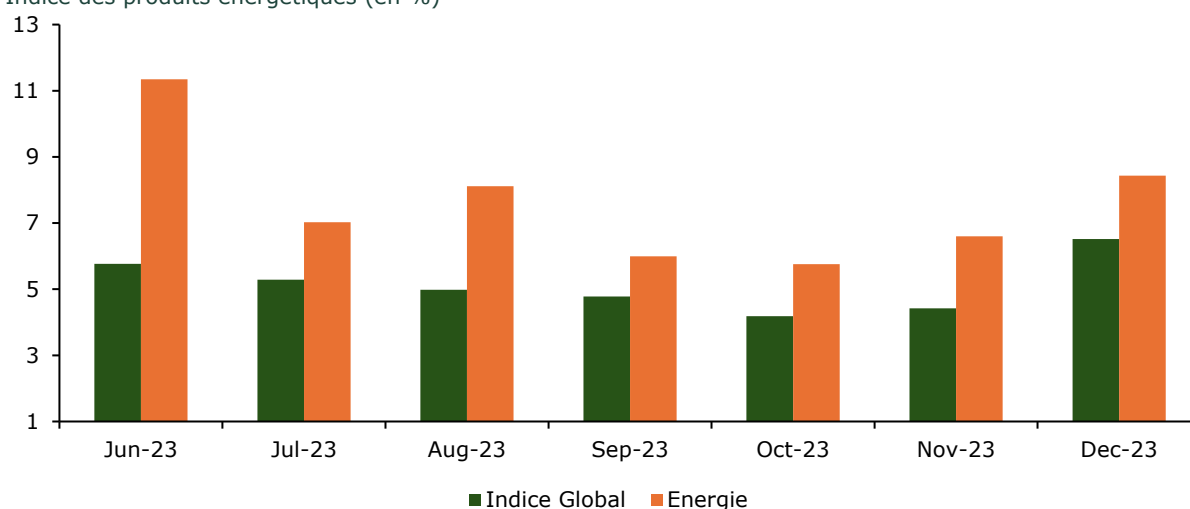
Graphique 40 : Evolution en glissement annuel de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation et de l'indice des produits frais (en %)



Source : BCRG, Institut National de la Statistique

Contrairement au trimestre précédent, en décembre 2023, l'indice des produits énergétiques a accéléré, en glissement annuel, en se situant à 8,4 %, contre 6,0 % en septembre 2023. Cette accélération est observée à Boké, Conakry, Faranah et dans une moindre mesure dans la région de N'Zérékoré.

Graphique 41 : Evolution en glissement annuel de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation et de l'Indice des produits énergétiques (en %)



Source : BCRG, Institut National de la Statistique

3.2. Perspectives macroéconomiques⁶

3.2.1. Principales hypothèses de prévision macroéconomique

La croissance mondiale, selon le FMI, devrait être résiliente, bien qu'elle serait lente en 2024 et 2025, avec des taux encore inférieurs à la moyenne annuelle historique de 3,8 %. Cette situation refléterait les politiques monétaires restrictives et le retrait des aides fiscales, ainsi que la faible croissance de la productivité sous-jacente. En effet, la croissance mondiale devrait se maintenir à 3,1 % en 2024, soit le même taux de croissance qu'en 2023⁷. En 2024, elle serait toutefois en hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport

⁶ Les prévisions sont réalisées à partir de l'IHPC de la région administrative de Conakry

⁷ Perspectives Economiques Mondiales, octobre 2023

aux prévisions précédentes, en lien avec les améliorations des perspectives en Chine, aux Etats-Unis et dans les grandes économies de marché émergentes et en développement. En 2025, l'économie mondiale devrait croître modérément à 3,2 %.

Les perspectives de la croissance à court terme, au niveau régional, sont divergentes, avec une croissance modérée dans les grandes économies et une légère amélioration de la situation dans les marchés émergents et les économies en développement (EMDE).

En effet, la croissance dans les pays avancés diminuerait légèrement en 2024 pour se situer à 1,5 %, après 1,6 % enregistré en 2023. Cependant, la croissance en 2024 a été revue à la hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à la prévision d'octobre 2023, en raison d'une croissance plus élevée que celle prévue aux Etats-Unis, atténuée partiellement par une croissance plus faible qu'attendue dans la zone euro. En 2025, la croissance remonterait à 1,8 % dans ces économies avancées.

Plus spécifiquement, aux États-Unis, bien que les prévisions aient été revues à la hausse, la croissance devrait baisser pour atteindre 2,1 % en 2024 et à 1,7 % en 2025, après 2,5 % en 2023. Cette baisse s'expliquerait par le ralentissement de la demande globale dû aux effets décalés du resserrement de la politique monétaire, du resserrement budgétaire progressif et de l'affaiblissement des marchés du travail. Dans la zone euro, elle devrait rebondir de 0,5 % en 2023 à 0,9 % en 2024 et à 1,7 % en 2025, en lien avec une consommation des ménages plus forte, soutenue par la baisse de l'inflation. Au Royaume-Uni, la croissance devrait augmenter légèrement, passant de 0,5 % en 2023 à 0,6 % en 2024, puis (à mesure que les effets négatifs retardés des prix élevés de l'énergie s'estompent) à 1,6 % en 2025. Au Japon, elle ralentirait de 1,9 % en 2023, à 0,9 % en 2024, et à 0,8 % en 2025.

En 2024, la croissance dans les économies émergentes et les économies en développement devrait rester, comme en 2023, à 4,1 %. Elle devrait s'établir à 4,2 % en 2025. Cette croissance varie d'un pays à un autre. En Chine, elle devrait se situer à 4,6 % en 2024 et descendre à 4,1 % en 2025. En Inde, elle serait forte avec un taux de 6,5 %, tant en 2024 qu'en 2025, tirée par la demande intérieure. En Russie, la croissance devrait atteindre 2,6 % en 2024, soit une hausse de 1,5 point de pourcentage par rapport à la dernière prévision d'octobre 2023, en raison de dépenses militaires élevées et de la consommation privée, soutenue par la croissance des salaires sur un marché du travail tendu. Cependant, elle baisserait à 1,1 % en 2025.

Il faut préciser, toutefois, que les perspectives des pays émergents et en développement, présentant des vulnérabilités prononcées, restent précaires, en raison d'une dette et de coûts de financement élevés.

En Afrique subsaharienne, l'amélioration progressive des chaînes d'approvisionnement devrait favoriser la reprise de la croissance. Ainsi, la croissance estimée passerait de 3,3 % en 2023 à 3,8 % en 2024 et à 4,1 % en 2025.

S'agissant de l'inflation globale mondiale, elle baisserait progressivement, passant de 6,8 % en 2023, en moyenne annuelle, à 5,8 % en 2024 et à 4,4 % en 2025. Ce rythme serait plus rapide dans les pays avancés avec un niveau d'inflation qui devrait se situer à 2,6 % en 2024, soit une baisse de 2 points de pourcentage. Dans les pays émergents et en développement, la baisse de l'inflation serait légère en 2024 (0,3 point de pourcentage) pour s'établir à 8,1 %. Cette tendance baissière de l'inflation est liée à la mise en œuvre de politiques monétaires strictes, à l'assouplissement des marchés du travail et aux effets de répercussion des baisses continues des prix des produits énergétiques.

Au niveau national, l'économie guinéenne a subi un nouveau choc interne liée à l'incendie du dépôt central des hydrocarbures de Kaloum, la nuit du 17 décembre 2023, entraînant l'explosion des compartiments des cuves à essence et de lubrifiants. Ce drame a provoqué des pertes en vies humaines et la destruction de bâtiments publics et privés situés dans les environs du central des hydrocarbures de Kaloum.

Cette explosion est intervenue dans un contexte où l'économie nationale est déjà confrontée aux chocs liés au resserrement des politiques dans la plupart des économies, à la guerre en Ukraine et à l'exacerbation des tensions géopolitiques liées à la guerre entre l'Israël et le Hamas.

L'explosion a entraîné un ralentissement des activités économiques, en lien avec la perturbation de la chaîne d'approvisionnement en produits pétroliers et des produits alimentaires et manufacturiers et la réduction de la mobilité des populations et leurs biens.

Toutefois, en dépit de l'explosion intervenue en fin d'année 2023, et du contexte économique internationale, l'économie guinéenne a été performante en 2023. En effet, le taux de croissance serait estimé à 5,9 % en 2023, contre 5,5 % en 2022.

Pour les perspectives de l'inflation sur les huit prochains trimestres de 2024 et 2025, deux scénarii sont envisagés. Ces scénarii ont été calqués sur l'estimation de la croissance par les services du Ministère du Plan et de la Coopération Internationale et du Ministère de l'Économie et des Finances⁸ :

1. *le scénario optimiste*, prend en compte l'impact de l'incendie sur l'approvisionnement en carburant. Il suppose que l'économie sera approvisionnée à hauteur de 85 % et 94,4 %, en besoin d'essence et de gasoil respectivement ;
2. *le scénario moins optimiste*, quant à lui, suppose une certaine difficulté dans l'approvisionnement en carburant, principalement en essence. Ainsi, l'économie serait approvisionnée à seulement 75 % en essence et 94,4 % en gasoil.

Ainsi, selon le scénario optimiste, la croissance s'établirait à 4,2 % et 5,2 %, respectivement en 2024 et 2025. Quant au scénario moins optimiste, elle se situerait à 3,6 et 5 % sur la même période.

En outre, à fin janvier 2024, un protocole d'accord a été signé pour la période du 30 janvier au 30 avril 2024, concernant l'approvisionnement du marché local et la fixation des prix des denrées alimentaires. Une structure des prix a été adoptée afin de freiner la hausse des prix observée sur les différents marchés du pays. Si toutes les denrées concernées dans ce protocole ont enregistré une hausse de leurs prix, il faut noter que le prix du riz, l'un des aliments les plus consommés, est celui qui a le plus augmenté (28,3 %).

Tableau 13 : Evolution des prix de certaines denrées alimentaires de base

Denrées	Quantités	Anciens prix	Nouveaux prix	Variations (%)
Riz 25 % brisure qualité confondue	50 kg	265 000	340 000	28,3
Riz parfumé 25 % brisure qualité confondue	50 kg	300 000	340 000	13,3
Riz étuvé 5% brisure qualité confondu (Bara-Bara)	50 kg	300 000	340 000	13,3
Sucre qualité confondue	50 kg	360 000	440 000	22,2

⁸ Ces scénarii ne prennent pas en compte l'impact du projet SIMANDOU.

Farine de blé qualité confondue	50 kg	355 000	355 000	0,0
Huile Ciao	20 L	325 000	290 000	-10,8
Oignon	25 kg	230 000	260 000	13,0
Viande (spécial grand Conakry)	1 kg	60000	60 000	0,0
Poulet entier	10 kg	205 000	245 000	19,5
Cuisse de poulet	10 kg	195 000	210 000	7,7

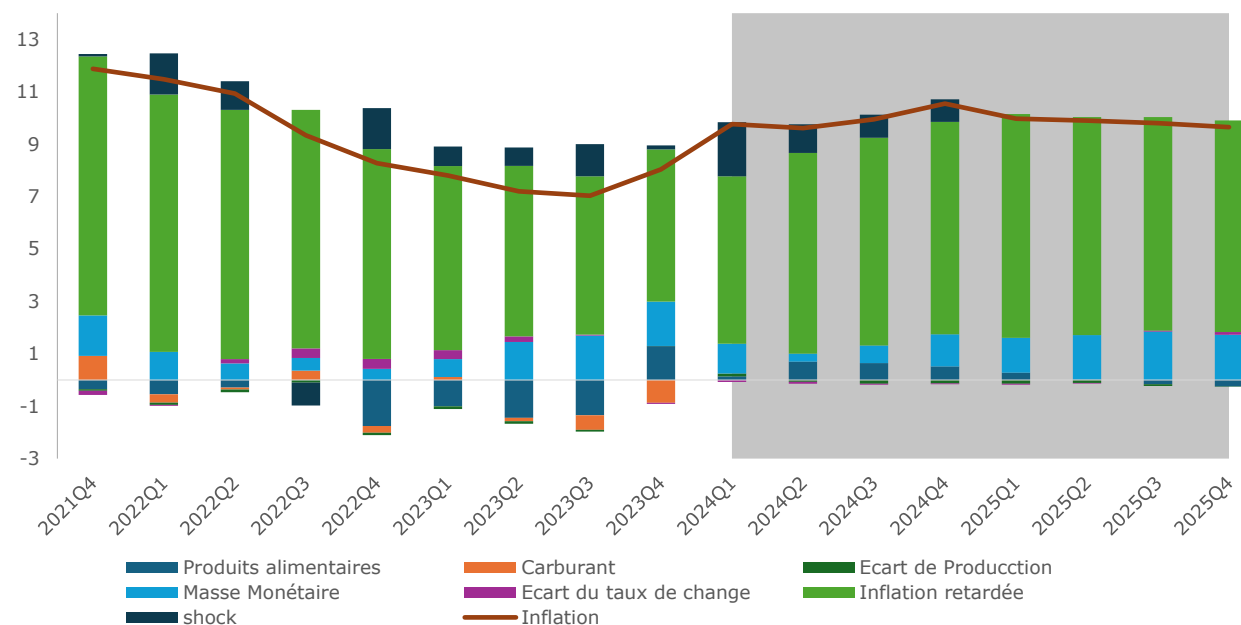
Source : BCRG, Ministère du commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises

Dans le domaine de change, la Banque Centrale entend suivre rigoureusement l'instruction relative au rapatriement des recettes d'exportations dans le but de renforcer ses réserves de changes.

3.2.2. Principaux résultats des prévisions

Selon le scénario optimiste, l'inflation, en glissement annuel à Conakry, se situerait à 9,7 %, en moyenne au premier trimestre 2024. Elle se situerait à près de 10,6 % à fin 2024 avant de légèrement baisser à 9,8 % en moyenne annuelle en 2025. Comme au cours des trimestres précédents, ces niveaux d'inflation projetés s'expliqueraient notamment par sa persistance, la progression de la masse monétaire, dans un contexte d'écart de production négatif et d'appréciation du taux de change.

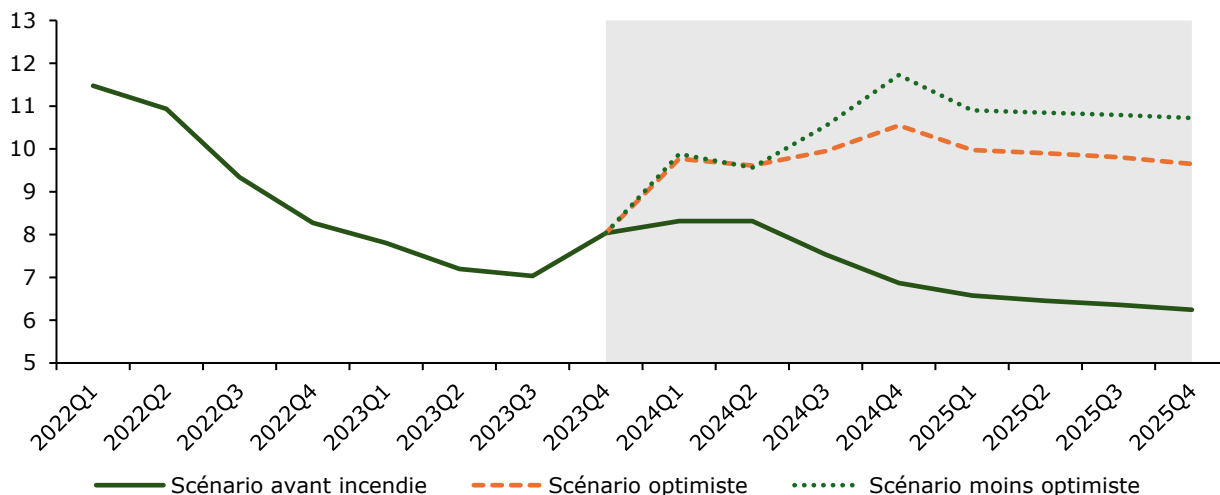
Graphique 42 : Décomposition de la prévision de l'inflation selon le scénario optimiste (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Selon le scénario moins optimiste qui prévoit une baisse plus importante de la croissance économique au cours des trimestres à venir, l'inflation en glissement annuel s'établirait à 9,9 % au premier trimestre 2024, supérieure de 0,1 point de pourcentage par rapport au scénario optimiste. Elle s'établirait à 10,4 % à fin 2024.

Graphique 43 : Comparaison des projections de l'inflation (%)



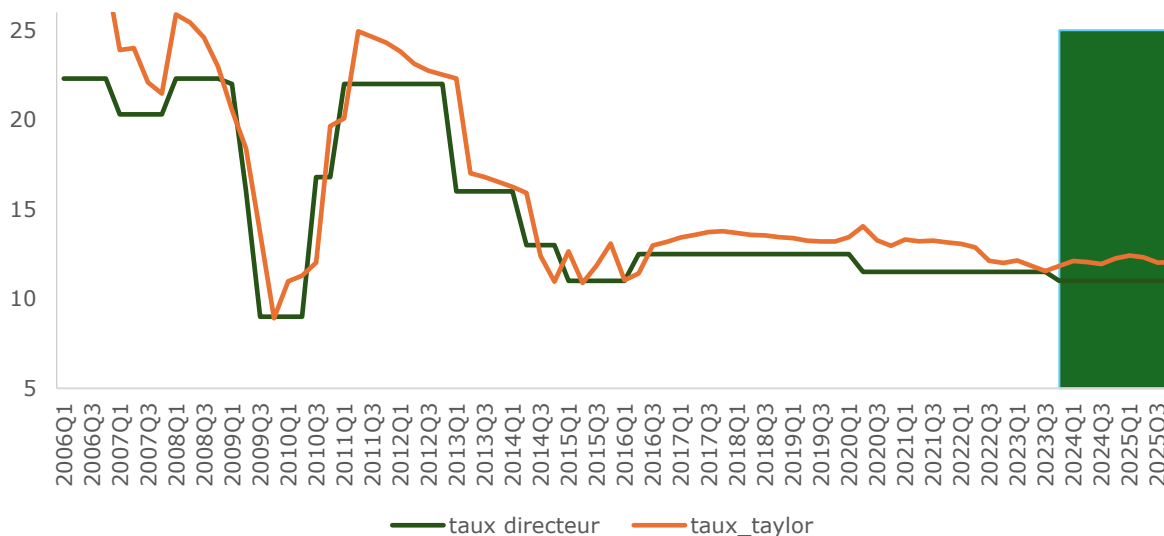
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

3.2.3. Le taux directeur et le taux simulé à partir du scénario optimiste

Le graphique ci-dessous compare le taux directeur au taux simulé à partir de la règle de Taylor ajusté en utilisant les prévisions du scénario optimiste.

Sur la période de prévision, le taux simulé par la règle de Taylor se situerait en moyenne au-dessus du taux directeur. Cela signifie que la politique monétaire devrait être restrictive dans un contexte de hausse attendue de l'inflation sur la période de prévision.

Graphique 44 : Evolution du taux directeur et du taux simulé par la règle de Taylor (en %)



Source : Estimation de la Banque Centrale

3.2.4. Risques et effets d'atténuation sur les perspectives de l'inflation

Au niveau mondial, les risques de détérioration des perspectives sont prédominants, en raison de la recrudescence des risques géopolitiques liée au conflit Israélo-Hamas, couplés à la guerre en Ukraine. L'escalade du conflit pourrait entraîner une hausse des prix de l'énergie, ce qui entraînerait des conséquences sur l'activité mondiale et le niveau de l'inflation.

En effet, les conflits géopolitiques et les tensions mondiales se sont multipliés au cours des deux dernières années, et il y a des risques que cette tendance se poursuive en 2024, voire en 2025. Par conséquent, les prix des matières premières pourraient enregistrer des hausses.

En outre, la transition énergétique devrait continuer à prendre de l'ampleur en 2024, les économies développées étant de plus en plus poussées vers une économie électrifiée au détriment des combustibles fossiles. Cela accroîtrait la demande et donc les prix des matières minérales et pèserait ainsi sur l'inflation. De même, les événements météorologiques défavorables, notamment la menace persistante d'El Niño⁹, pourraient avoir, en 2024, des impacts sur la production agricole et sur les chaînes d'approvisionnement. Ce qui entraînerait une hausse des prix mondiaux du riz.

Par ailleurs, d'autres risques, notamment les tensions financières liées à une inflation persistante, les taux d'intérêt réels élevés, le ralentissement de l'activité économique en Chine, la fragmentation des échanges commerciaux, les nombreuses élections prévues en 2024 dans plusieurs pays de par le monde, pourraient accroître les craintes d'une inflation mondiale élevée.

Au niveau national, en l'absence de mesures visant à assurer une reprise progressive de l'approvisionnement régulier de produits pétroliers, le récent incendie du principal dépôt de carburant à Kaloum constitue un risque majeur qui pourrait entraîner la hausse des prix du carburant. De plus, les carêmes chrétien et musulman, au mois de mars et d'avril 2024, pourraient entraîner la hausse des prix, notamment des produits alimentaires.

Par ailleurs, les revendications salariales de l'intersyndical guinéen, les troubles sociaux liés au manque d'électricité pourraient ralentir les activités économiques et ne pas favoriser la baisse du niveau générale des prix.

Cependant, ces risques inflationnistes pourraient être atténués par :

- i) l'interdiction temporaire de l'exportation de produits de première nécessité¹⁰ ;
- ii) la concrétisation des appuis budgétaires des partenaires financiers dans le cadre de la relance de l'activité économique post incendie, ce qui pourrait limiter le financement monétaire du déficit budget ;
- iii) l'amélioration de la logistique de l'approvisionnement et de la distribution du carburant ;
- iv) l'amélioration de la desserte de l'électricité pourrait permettre la reprise des activités industrielles (impactées par le manque d'électricité), ce qui pourrait entraîner une augmentation de l'offre de ces produits industriels et contenir l'augmentation de leurs prix.

⁹ El Niño est un phénomène climatique naturel entraînant un réchauffement de certaines parties de l'océan Pacifique. Cela affecte la production de riz dans de nombreux pays, notamment l'Indonésie.

¹⁰ Cette interdiction de trois mois à compter du 11 mars 2024, porte sur les produits suivants : piment sec, piment frais, l'aubergine, le gombo, la tomate fraîche, le taro, le manioc, le maïs, les farines de manioc et du maïs, le fonio, l'igname, la patate douce et l'oignon.

Annexes

Tableau 14 : Evolution des dépôts dans les banques (en milliards de GNF)

LIBELLES	juin-22	déc-22	mars-23	juin-23	Variation Glissement annuel	
					Absolue	En %
I) COMPTES A VUE	19 600,1	26 636,8	26 888,1	24 933,0	5 332,91	27,2
1) Comptes chèques	3 834,9	4 074,6	4 821,5	4 603,9	769,05	20,1
2) Comptes courants	11 244,7	13 049,5	13 963,9	13 467,6	2 222,92	19,8
3) Autres comptes	4 520,5	9 512,8	8 102,7	6 861,4	2 340,94	51,8
<i>-Comptes en GNF</i>	955,1	1 835,2	1 282,5	1 268,7	313,56	32,8
<i>-Comptes en devises</i>	3 565,4	7 677,6	6 820,1	5 592,7	2 027,38	56,9
II) COMPTES D'EPARGNE SUR LIVRET	6 013,8	6 191,4	6 151,3	6 547,4	533,56	8,9
III) COMPTES A TERME	4 263,8	5 551,7	5 562,5	6 003,2	1 739,36	40,8
1) Durée < 2 ans	4 263,8	5 551,7	5 562,5	6 003,2	1 739,36	40,8
2) Durée > 2 ans	-	-	-	-		
IV) BONS DE CAISSE	59,6	58,6	56,1	63,1	3,50	5,9
V) AUTRES PRODUITS FINANCIERS	164,8	171,6	166,5	166,5	1,73	1,0
1) Durée initiale < 3 mois	155,1	159,1	154,4	155,8	0,67	0,4
2) Durée initiale >= 3 mois	9,7	12,5	12,1	10,8	1,06	10,9
TOTAL	30 102,1	38 610,0	38 824,4	37 713,2	7 611,05	25,3
<i>part des dépôts en devises en (%)</i>	11,84	19,88	17,57	14,83		
<i>Part des dépôts à vue (%)</i>	65,1	69,0	69,3	66,1		
<i>Part des dépôts d'épargne sur livret (%)</i>	20,0	16,0	15,8	17,4		
<i>Part des dépôts à terme (%)</i>	14,2	14,4	14,3	15,9		
<i>Part des Bons de caisse (%)</i>	0,2	0,2	0,1	0,2		
<i>Part des autres produits financiers (%)</i>	0,5	0,4	0,4	0,4		

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 15 : Evolution du PIB réel (en milliards de GNF, sauf indications contraires)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
			Est.	Est.	Prév.	
CROISSANCE						
PIB (en %)	6,4	5,6	4,7	4,9	5,5	5,9
PIB par tête (en %)	4	3,3	2,4	2,6	3,2	3,6
Secteur primaire	11 358	12 923	15 199	15 921	16 713	17 767
Agriculture	5 434	6 331	6 185	6 562	6 988	7 307
Elevage, Chasse, services annexes	1 881	1 936	873	958	1 014	1 079
Sylviculture	1 684	1 763	1 361	1 312	1 296	1 317
Pêche, pisciculture et aquaculture	2 359	2 893	6 781	7 090	7 415	8 064
Secteur secondaire	21 131	22 293	24 767	26 918	28 730	31 465
Activités extractives	10 780	11 388	14 014	15 767	17 131	19 362
Fabrication de produits alimentaires et de boissons	1 767	1 887	1 812	1 868	1 978	2 101
Fabrication d'autres produits manufacturiers	4 812	5 072	5 281	5 407	5 544	5 696
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	661	714	707	787	846	919
Construction	3 111	3 232	2 954	3 089	3 231	3 386
Secteur tertiaire	28 008	29 141	27 266	27 869	29 532	30 612
Commerce	11 126	11 564	11 617	11 580	12 469	12 961
Hôtels et restaurants	590	615	573	587	606	628
Transports	2 734	2 854	2 540	2 609	2 695	2 787
Postes et télécommunications	513	606	791	935	1 029	1 094
Autres services marchands	5 193	5 495	3 250	3 371	3 504	3 661
Activités de l'administration publique	5 558	5 714	5 564	5 630	5 822	5 923
Autres services non marchands	2 294	2 294	2 931	3 156	3 407	3 559
Impôts nets des subventions	3 371	3 118	3 380	3 386	3 202	2 966
PIB aux prix du marché	63 868	67 474	70 612	74 094	78 176	82 810
Optique dépense						
PIB	63 868	67 474	70 612	74 094	78 176	82 810
Importations	10 147	9 240	8 989	6 666	5 537	5 746
Total Ressources	74 015	76 715	79 601	80 760	83 713	88 556
Consommation finale	43 395	45 538	41 610	45 017	44 947	46 024
FBCF	9 737	10 307	10 392	10 710	11 353	11 575
Variation de stocks	17	342	10 220	3 097	7 112	8 970
Exportations	14 290	14 018	17 379	21 936	20 302	21 986
Total Emplois	67 439	70 204	79 601	80 760	83 713	88 556

Source : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

Tableau 16 : La Balance des paiements (en millions de USD)

Libellé poste	4ème T 2022	1er T 2023	2ème T 2023	3ème T 2023	4ème T 2024
A. Compte des transactions courantes n.i.a	897,1	896,7	312,9	-122,3	1 206,1
Crédit	2 418,1	2 414,5	2 766,2	2 587,2	4 990,3
Débit	1 520,9	1 517,7	2 453,3	2 709,6	3 784,3
1. Balance commerciale	1 023,5	992,4	1 389,4	1 171,5	3 194,7
Crédit	2 234,2	2 182,0	2 552,8	2 387,2	4 740,0
Débit	1 210,7	1 189,6	1 163,4	1 215,7	1 545,3
2. Balance des services	-191,9	-203,8	-674,8	-793,2	-1 422,1
Crédit	45,2	23,8	43,8	37,8	37,6
Débit	237,1	227,6	718,5	831,0	1 459,7
3. Revenus primaires	-30,0	-45,7	-524,0	-620,7	-746,9
Crédit	11,8	35,6	13,4	6,6	5,0
Débit	41,8	81,2	537,4	627,3	751,9
4. Revenus secondaires	95,6	153,8	122,3	120,1	180,4
Crédit	127,0	173,1	156,2	155,6	207,7
Débit	31,4	19,3	33,9	35,5	27,3
B. Compte de capital n.i.a	14,0	34,0	106,9	50,0	32,9
Crédit	18,0	36,3	108,4	53,0	34,8
Débit	4,0	2,2	1,5	3,0	1,9
C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement	911,1	930,7	419,8	-72,3	1 238,9
D. Compte financier n.i.a	626,0	1 200,6	708,8	288,4	486,1
1. Investissement direct n.i.a	-203,6	-254,7	-191,9	-264,7	-576,9
2. Investissement de portefeuille n.i.a	9,5	-49,8	-20,7	-10,3	2,2
3. Drivés financiers n.i.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Autres investissements n.i.a	820,2	1 505,1	921,4	563,4	1 060,8
E. Erreurs et omissions nettes	0,1	0,9	-0,1	-3,4	-1,0
F. Solde global à financer	285,2	-269,0	-289,1	-364,1	751,9
G. Financement du solde global	285,2	-269,0	-289,1	-364,1	751,9
Avoirs de réserve	133,7	-276,6	-353,2	-429,6	430,1
Crédits et prêts du FMI	0,0	-19,8	0,0	0,0	0,0
Financement exceptionnel	151,6	27,5	64,1	65,5	321,8
Tirages sur nouveaux emprunts	151,6	27,5	64,1	65,5	321,8
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rééchelonnement d'arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 17 : Le taux de change moyen du dollar américain sur le marché officiel et dans les bureaux de change agréés

taux des bureaux des changes	déc-22	janv-23	févr-23	mars-23	avr-23	mai-23	juin-23	juil-23	août-23	sept-23	oct-23	nov-23	déc-23
Taux officiel	8 552,75	8 543,96	8 530,66	8 526,22	8 505,39	8 508,30	8 512,00	8 514,81	8 501,28	8 486,09	8 494,00	8 497,81	8 507,51
taux des bureaux des changes	8 691,67	8 700,00	8 700,00	8 678,26	8 648,73	8 636,37	8 621,60	8 598,29	8 636,55	8 619,67	8 600,12	8 600,00	8 600,00

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 18 : Evolution des prix par fonction de la région de Conakry

	déc-22	janv-23	févr-23	mars-23	avr-23	mai-23	juin-23	juil-23	août-23	sept-23	oct-23	nov-23	déc-23
Indice Global	140,2	141,9	143,9	145,2	147,9	148,7	148,8	150,1	149,5	149,7	150,2	150,9	153,2
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	157,2	160,8	165,3	167,9	172,4	173,1	172,8	176,3	174,2	174,5	176,0	178,0	180,6
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	132,1	133,4	136,3	136,0	136,5	137,3	139,2	139,4	139,2	139,4	139,2	139,3	139,7
Articles d'habillement et chaussures	131,3	131,7	132,0	131,9	133,2	133,3	133,6	133,6	133,3	133,3	133,3	133,3	133,3
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	150,5	153,3	157,4	162,1	173,4	177,9	180,6	181,1	181,9	182,1	181,9	181,4	181,4
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	147,3	149,2	151,0	150,8	152,5	153,7	153,5	153,6	153,6	153,4	153,3	153,6	153,8
Santé	145,5	145,8	147,1	146,9	148,2	149,4	148,3	148,5	149,5	150,4	152,7	152,5	153,2
Transports	127,8	127,9	127,9	128,2	128,2	128,3	128,3	128,3	128,4	128,4	128,4	128,4	140,2
Communication	104,5	105,1	105,1	105,2	105,1	105,2	105,3	105,3	105,1	105,1	105,1	105,0	105,0
Loisirs et culture	114,6	114,3	114,4	114,7	113,9	114,2	114,1	114,1	114,0	113,9	114,1	114,0	114,0
Enseignement	131,2	131,2	131,2	131,3	131,3	131,8	131,8	131,8	131,8	134,8	134,8	136,0	136,0
Restaurants et Hôtels	134,0	134,2	134,2	134,5	135,1	135,5	135,5	135,5	135,7	135,7	135,7	135,8	135,8
Biens et services divers	126,9	127,2	127,3	127,6	127,9	128,6	128,4	128,8	128,7	128,8	128,8	128,9	128,9

Source : Institut National de la Statistique

Tableau 19 : Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)

	déc-22	janv-23	févr-23	mars-23	avr-23	mai-23	juin-23	juil-23	août-23	sept-23	oct-23	nov-23	déc-23
AVOIRS EXTERIEURS NETS	20 352	20 007	19 160	17 033	15 457	14 784	18 271	16 396	14 560	12 525	12 167	11 134	15 811
Banque Centrale (1)	12 193	12 317	12 356	10 378	8 863	8 101	11 581	9 648	8 914	7 162	6 701	5 072	9 545
(en millions de dollars)	1 354	1 368	1 372	1 152	984	900	1 286	1 071	990	795	744	563	1 060
Or	1 264	1 264	1 264	1 319	1 296	1 296	5 527	5 527	5 527	5 527	5 527	5 527	5 248
FMI	-3 494	-3 541	-2 867	-3 299	-3 307	-3 258	-3 111	-3 139	-3 084	-3 034	-3 082	-3 117	-3 132
Position de réserve	340	340	340	340	340	340	340	340	340	340	340	340	340
Avoirs en DTS	683	692	658	1 027	1 034	1 027	805	837	802	793	783	805	809
Avoirs en devises (net)	13 400	13 562	12 960	10 991	9 501	8 697	8 020	6 083	5 330	3 537	3 135	1 518	6 281
Banque de Dépôts	8 159	7 690	6 804	6 655	6 594	6 684	6 690	6 748	5 646	5 364	5 466	6 062	6 266
AVOIRS INTERIEURS NETS	29 247	28 812	30 034	34 593	34 648	35 914	32 580	34 772	35 874	35 520	36 064	39 165	34 527
<i>Dont Avoirs Intérieurs Nets BCRG</i>	6 342	6 402	7 883	11 442	10 986	12 978	8 707	11 852	11 755	10 645	12 705	15 674	9 549
Crédit intérieur net	37 253	37 149	37 428	38 397	37 439	37 478	38 222	39 561	39 051	38 110	39 058	40 909	42 171
Créances sur le Secteur Public	20 004	19 516	20 302	20 877	19 526	19 871	20 306	21 378	21 365	20 072	20 727	22 806	23 391
Créances nettes sur l'Etat	19 176	18 734	19 535	19 875	18 813	19 313	19 618	20 795	20 789	19 525	20 178	22 265	22 861
BCRG (avec stock dette titrisée)	9 575	9 232	9 828	9 739	8 992	9 329	9 352	10 988	10 758	9 058	7 743	10 112	10 904
BCRG (hors recapitalisation)	4 882	4 538	5 135	5 045	4 299	4 636	4 658	6 294	6 065	4 364	3 049	5 418	6 210
Banques	9 601	9 502	9 706	10 136	9 821	9 984	10 267	9 808	10 031	10 467	12 436	12 153	11 957
Créances sur les E/ses Pub	828	782	767	1 002	713	558	687	583	576	547	548	541	530
Créances sur le Secteur Privé	17 249	17 633	17 126	17 520	17 913	17 607	17 916	18 183	17 685	18 038	18 331	18 104	18 781
. Créances compromises	1 117	1 081	1 083	1 075	1 109	1 107	1 133	1 127	1 147	1 126	1 310	1 286	1 272
dont provisions	849	856	870	881	911	939	940	935	964	943	969	989	1 019
. Créances saines	16 132	16 552	16 044	16 445	16 805	16 500	16 783	17 056	16 539	16 912	17 021	16 818	17 508
dont créances à MLT	6 163	6 123	6 272	6 341	6 401	6 263	6 249	6 262	6 154	6 523	5 834	5 919	6 044
Autres Postes nets	-8 006	-8 337	-7 394	-3 804	-2 791	-1 564	-5 642	-4 789	-3 177	-2 591	-2 994	-1 745	-7 645
Autres Postes nets (hors recapitalisation)	-3 313	-3 644	-2 701	890	1 902	3 130	-949	-95	1 517	2 103	1 700	2 949	-2 951
MASSE MONETAIRE	49 599	48 819	49 194	51 627	50 105	50 698	50 850	51 168	50 434	48 045	48 231	50 299	50 338
Base Monétaire	18 535	18 719	20 239	21 820	19 849	21 079	20 287	21 499	20 668	17 807	19 406	20 746	19 094
Monnaie en circulation	11 307	11 345	11 844	12 455	12 770	12 618	13 085	12 531	12 347	12 147	11 945	12 491	12 709
Dépôts à vue gnf	19 922	20 285	20 511	21 860	20 224	21 050	20 683	22 050	21 382	20 810	21 446	22 806	22 418
Dépôts à terme gnf	5 064	4 797	4 847	5 308	5 433	5 396	5 430	5 358	5 400	4 895	4 871	4 898	4 779
Dépôts en devises	13 306	12 392	11 992	12 003	11 677	11 634	11 652	11 229	11 305	10 192	9 968	10 104	10 432

Source : Banque Centrale de la République de Guinée